

Rapport sur la solvabilité et la situation financière

SFCR 2023



Sommaire

SYNTHESE	4
A ACTIVITES ET RESULTATS	6
A.1 Activités	6
A.1.1 Informations générales	6
A.1.2 Organisation du Groupe KLESIA et positionnement de KLESIA SA au sein de ce Groupe	6
A.1.3 Présentation de l'activité de l'entité	7
A.2 Performance technique	9
A.3 Performance financière	10
A.3.1 Composition du portefeuille	10
A.3.2 Résultats des activités d'investissement	10
A.4 Performance des autres activités	11
B SYSTEME DE GOUVERNANCE	12
B.1 Informations générales	12
B.1.1 Organisation générale du système de gouvernance du Groupe KLESIA	12
B.1.2 Le système de gouvernance de KLESIA SA	12
B.1.3 Politique de rémunération	14
B.1.4 Adéquation du système de gouvernance des risques	15
B.2 Compétence et honorabilité	15
B.2.1 Honorabilité des acteurs de la gouvernance	15
B.2.2 Compétences des acteurs de la gouvernance	16
B.3 Système de gestion des risques	17
B.3.1 Cadre du système de gestion des risques de KLESIA SA	17
B.3.2 Description du système de gestion des risques	18
B.3.3 Processus ORSA	20
B.4 Contrôle interne	22
B.4.1 Le dispositif de contrôle interne	22
B.4.2 Orientations menées sur la période de référence	24
B.5 Le système de conformité	26
B.6 Fonction Clé d'Audit Interne	27
B.6.1 Présentation de la Fonction Clé d'Audit Interne	27
B.6.2 Respect des exigences d'indépendance et d'objectivité	28
B.6.3 Les missions de la Fonction Clé d'Audit Interne	28
B.7 Fonction Clé Actuarielle	29
B.7.1 Objectifs et missions de la Fonction Clé Actuarielle	29
B.7.2 Organisation et périmètre de la Fonction Clé Actuarielle	29
B.7.3 Mise en œuvre de la Fonction Clé Actuarielle	29
B.8 Sous-Traitance	30
B.8.1 La Politique de sous-traitance	30
B.8.2 Respect du cadre d'appétence au risque	30
B.8.3 Principales activités importantes ou critiques externalisées	31
B.8.4 Un processus global de maîtrise de l'externalisation	31
C PROFIL DE RISQUES	33
C.1 Risque de souscription	33
C.1.1 Exposition au risque de souscription	33
C.1.2 Concentration associée au risque de souscription	34
C.1.3 Mécanismes d'atténuation du risque	34
C.2 Risque de marché	34

	C.2.1	L'exposition au risque de marché	34
	C.2.2	Concentration associée au risque de marché	35
	C.2.3	Les mécanismes d'atténuation du risque de marché	35
	C.3	Risque de contrepartie	36
	C.4	Risque de liquidité	36
	C.5	Risque opérationnel	37
	C.5.1	L'exposition au risque opérationnel	37
	C.5.2	Quantification du risque opérationnel	37
	C.5.3	Mécanismes d'atténuation des risques	37
	C.6	Autres risques	38
	C.6.1	Risques réglementaires	39
	C.6.2	Risques portés par les instruments financiers	39
	C.7	Dépendances aux risques	39
D		VALORISATION	40
	D.1	Actifs	40
	D.1.1	Placements.....	40
	D.1.2	Provisions techniques cédées.....	42
	D.1.3	Impôts différés d'actifs.....	42
	D.1.4	Autres actifs	42
	D.2	Provisions techniques.....	42
	D.2.1	Méthode de valorisation des provisions techniques S2	43
	D.2.2	Evolutions N-1 / N	45
	D.2.3	Principales différences entre provisions techniques S2 et S1.....	45
	D.2.4	Informations sur les effets des mesures transitoires	47
	D.3	Autres passifs	47
	D.4	Méthodes alternatives	47
E		GESTION DU CAPITAL	48
	E.1	Fonds propres	48
	E.1.1	Organisation de la gestion du capital du Groupe KLESIA	48
	E.1.2	Descriptif des caractéristiques majeures des fonds propres détenus	48
	E.1.3	Différences importantes avec les états financiers statutaires.....	51
	E.1.4	Informations sur les effets des mesures transitoires	52
	E.2	Exigences réglementaires en capital	52
	E.2.1	Evaluation du capital de solvabilité requis (SCR)	52
	E.2.2	Evaluation du minimum de solvabilité requis (MCR)	55
	E.3	Risque action fondé sur la durée	55
	E.4	Différence Formule Standard / Modèle Interne.....	55
	E.5	Non-respect des exigences dans l'évaluation du MCR / SCR.....	55
		ANNEXES : QRT	56

SYNTHESE

Le Rapport sur la solvabilité et la situation financière (SFCR) est établi conformément à la directive Solvabilité 2 entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2016.

Le rapport SFCR décrit l'activité de KLESIA SA, son système de gouvernance, son profil de risque et complète la remise des états quantitatifs annuels, en communiquant notamment des informations sur les méthodes de valorisation utilisées ainsi que des précisions sur la gestion des fonds propres.

La présente synthèse met en évidence tout changement important survenu dans l'activité et les résultats de KLESIA SA, son système de gouvernance, son profil de risque, la valorisation appliquée à des fins de solvabilité et la gestion de ses fonds propres sur la période de référence.

Activités et résultats

L'année 2023 a été consacrée à la poursuite du plan stratégique « Ambition 2024 » défini par les Conseils d'Administration. Ce plan se décline en 4 piliers : Expérience client, Intérêt général, Accompagnement humain et Performance. Aujourd'hui la dénomination d'Assureur d'intérêt Général fédère, rassemble et définit l'action de KLESIA aussi bien en interne qu'en externe. Plusieurs chantiers ont été initiés pour renforcer la démarche. Elle est désormais structurée et s'appuie sur 4 territoires d'engagement : Garantir à tous l'accès à la prévention et la santé, accompagner les plus vulnérables, être promoteur de l'engagement et de la diversité, diminuer l'empreinte environnementale et développer l'impact sociétal.

La société KLESIA SA est une SA à Directoire et Conseil de Surveillance régie par le Code des assurances, qui dispose à la date de rédaction du présent rapport des agréments pour pratiquer les branches suivantes du Code des assurances :

- 1 - Non-vie : réassurance des risques de même nature que ceux couverts par les entreprises d'assurance ;
- 2 - Vie : réassurance des risques de même nature que ceux couverts par les entreprises d'assurance.

KLESIA SA s'inscrit dans le partenariat cadre en 2020 avec Generali et qui repose sur :

- un mécanisme de réassurance entre différentes entités des deux Groupes ;
- une société de réassurance commune qui matérialise le partenariat : KLESIA SA.

Le capital de KLESIA SA est ouvert à un partenaire externe au Groupe. Cette ouverture explique que sa détention désormais majoritaire soit indirecte et via la holding AKG.

Le chiffre d'affaires de KLESIA SA est en hausse de 13,3% entre 2022 et 2023 pour atteindre 870 M€.

Systeme de gouvernance

Le système de gouvernance de KLESIA SA s'appuie sur des principes de gouvernance communs au Groupe et à l'ensemble de ses entités assurantielles :

- les organes d'Administration, de gestion ou de contrôle des entités du Groupe (AMSB) ;
- une direction opérationnelle mutualisée ;

Ce système de gouvernance traduit une gestion des risques centralisée qui permet de s'assurer que les décisions stratégiques se prennent de manière coordonnée au niveau du Groupe.

Profil de risques

Les principaux risques de KLESIA SA sont les risques de marché et souscription Santé.

Valorisation

Les actifs et les passifs de KLESIA sont valorisés selon une hypothèse de continuité d'exploitation.

Les actifs et les passifs autres que les provisions techniques sont valorisés prioritairement en valeur de marché ou, le cas échéant, selon une autre méthode de valorisation autorisée par la réglementation prudentielle, telle que la valeur utilisée pour l'élaboration des comptes sociaux.

Les provisions techniques sont valorisées d'après le calcul de la meilleure estimation (*best estimate*) des provisions de sinistres, de primes et de frais augmentées d'une marge de risque.

Solvabilité

Au 31 décembre 2023, les fonds propres éligibles de KLESIA SA, s'élèvent à 430,6 M€ et le capital de solvabilité requis (SCR) s'établit à 301,4 M€, soit un ratio de couverture du SCR de 143%.

A Activités et résultats

Le présent chapitre a pour objet la présentation de KLESIA SA et de ses activités. Une première partie s'attachera à présenter les activités de l'entité en lien avec son positionnement au sein du Groupe et le contexte législatif et économique dans lequel elle évolue.

Les performances des activités de souscription et de ses investissements seront présentées respectivement dans la deuxième et troisième parties de ce chapitre. Pour ces deux informations des précisions seront apportées sur la performance réalisée durant l'exercice passé.

A.1 Activités

A.1.1 Informations générales

La société KLESIA SA est une SA à Directoire et Conseil de Surveillance régie par le Code des assurances, qui dispose des agréments pour pratiquer les branches suivantes du Code des assurances :

- 1 - Non-vie : réassurance des risques de même nature que ceux couverts par les entreprises d'assurance ;
- 2 - Vie : réassurance des risques de même nature que ceux couverts par les entreprises d'assurance.

KLESIA SA est l'entité du Groupe KLESIA spécialisée en réassurance. Elle s'appuie sur un partenariat mis en place entre le Groupe KLESIA et le Groupe GENERALI qui repose notamment sur un mécanisme de réassurance entre différentes entités des deux Groupes.

KLESIA SA est détenue par la Société AKG à 100% (-1 action détenue par l'institution de prévoyance CARCEPT Prévoyance.

La Société AKG est détenue par la SA AK à hauteur de 56% et par Generali Vie à hauteur de 44%.

KLESIA SA est adhérente aux GIE KLESIA et GIE KLESIA ADP, structures de Moyens du Groupe.

Les auditeurs externes de KLESIA SA sont :

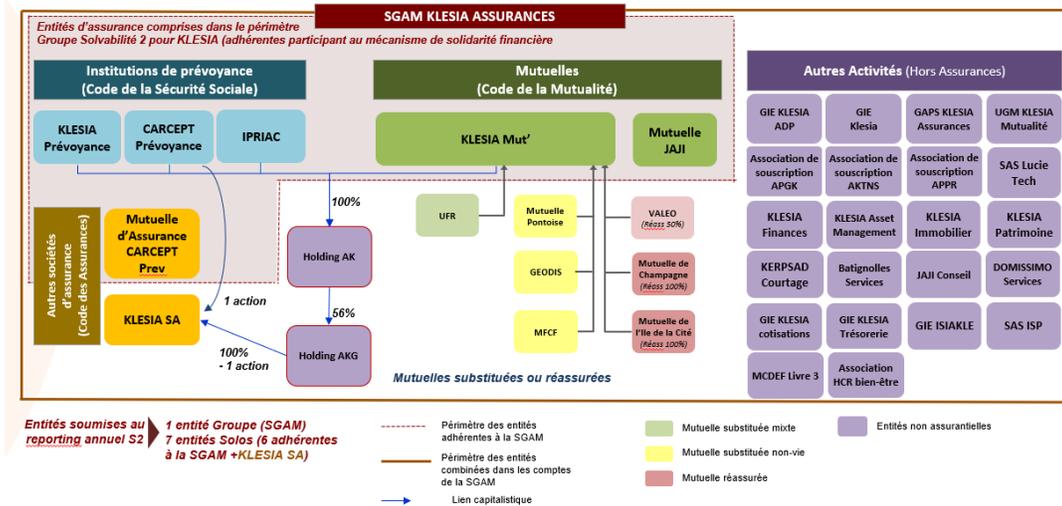
- Mazars, 61 rue Henri Regnault, 92075 Paris La Défense ;
- CTF, 23-25 rue de Berri - 75008 Paris.

A.1.2 Organisation du Groupe KLESIA et positionnement de KLESIA SA au sein de ce Groupe

Afin de favoriser le développement de chacun de ses membres, regroupant des Institutions de Prévoyance, des Mutuelles et une société d'assurance mutuelle, les membres du Groupe KLESIA ont constitué une Société de Groupe d'Assurance Mutuelle (SGAM) non porteuse de risques. A ce titre, une convention d'affiliation définissant notamment les liens de solidarité financière entre les différentes entités du Groupe est en place.

Le schéma ci-dessous illustre l'organisation du Groupe KLESIA et les relations entre les différentes entités le composant :

Organisation du Groupe au 31/12/2023



KLESIA SA n'est pas affiliée à la SGAM KLESIA ASSURANCES. Elle entre toutefois dans le périmètre de combinaison des comptes compte-tenu du lien de détention par les membres de la SGAM KLESIA ASSURANCES.

A.1.3 Présentation de l'activité de l'entité

Activités et chiffres clés 2023

KLESIA SA réassure une partie des offres de santé et prévoyance proposées par les entités du Groupe KLESIA, ainsi qu'une proportion du portefeuille santé prévoyance collective de Generali.

En 2023, le chiffre d'affaires de KLESIA SA s'élevait à 870,0M€ (Cf. Tableau ci-dessous).

Direct/Acceptation	Garanties	CA (en M€)	Poids
Acceptation	Santé/GAV/Incapacité/Invalidité	736,6	84,7%
	Décès	118,5	13,6%
	Rentes éducation / conjoint	3,8	0,4%
	Inaptitude	10,7	1,2%
	Dépendance	0,3	0,0%
Total		870,0	

Direct/Acceptation	Garanties	CA (en M€)	Poids
Acceptation	Santé/GAV/Incapacité/Invalidité	736,6	84,7%
	Décès	118,5	13,6%
	Rentes éducation / conjoint	3,8	0,4%
	Inaptitude	10,7	1,2%
	Dépendance	0,3	0,0%
Total		870,0	

Pour les calculs relatifs aux normes Solvabilité 2, chaque garantie doit être affectée à un groupe homogène de risques puis à une ligne d'activité. Le tableau ci-dessous illustre les choix d'affectation retenus par KLESIA SA au 31.12.2023 :

Lob Risque	Assurance de protection du revenu	Assurance des frais médicaux	Réassurance santé	Réassurance vie
Décès				X
Décès Viager				X
Dépendance			X	
GAV	X			
Inaptitude			X	
Incapacité	X			
Indemnité Fin de Carrière				X
Invalidité			X	
Rentes éducation / conjoint				X
Rentes Handicap				X
Santé		X		

Ainsi, le chiffre d'affaires de KLESIA SA par ligne d'activité est obtenu et synthétisé dans le tableau ci-dessous :

LoB	CA (en M€)	Poids (en %)
Assurance de protection du revenu	247,3	28,4%
Assurance des frais médicaux	489,4	56,3%
Réassurance santé	10,9	1,3%
Réassurance vie	122,4	14,1%
Total	870,0	

Evénements majeurs survenus en 2023

Durant l'exercice 2023, plusieurs événements ont eu un impact significatif sur l'activité de KLESIA SA.

Fait marquant	Description
Activité	<p>Une année commerciale dynamique avec des affaires nouvelles à effet 2023 : 340,7 M€ (Aubert & Duval, Covea, Nexity, BCD, Amplifon) ;</p> <p>Une campagne de renouvellement (indexations et résiliations y compris PASS) à effet 2023 représentant un montant de 243,5 M€ ;</p> <p>Des prestations 2023 en forte augmentation</p> <p>En santé, dérive importante en lien avec une consommation accentuée et les évolutions réglementaires (transferts de charge notamment).</p> <p>En prévoyance, l'arrêt de travail se stabilise à un niveau élevé.</p>
Taux d'intérêts	Baisse des taux de -50bp sur l'ensemble de la courbe des taux sans risque européenne, à l'exception des taux court terme (moins d'un an) qui sont restés stables en 2023.

A.2 Performance technique

Evolution du solde de souscription entre 2022 et 2023 :

Compte de résultat (en M€)	2022	2023	Variation
Primes acquises	768,1	870,0	102,0
Sinistres payés et frais de gestion de sinistres	-571,0	-692,3	-121,2
<i>Dont prestations</i>	-571,0	-692,3	-121,2
<i>Dont frais de gestion de sinistres</i>	0,0	0,0	0,0
Charge des provisions	-74,1	-49,6	24,5
<i>Dont charge de PE</i>	-12,1	9,2	21,3
<i>Dont charge des autres provisions</i>	-62,0	-58,8	3,2
Participation Résultats	-2,5	-0,5	2,0
Solde de souscription brut	120,4	127,7	7,3
Primes cédées	-0,4	-0,5	-0,1
Prestations cédées	0,0	0,0	0,0
Charges de provisions cédées	0,0	0,0	0,0
Participation aux résultats cédée	0,0	0,0	0,0
Solde de souscription net de réassurance	120,0	127,2	7,2

Le solde de souscription net de l'année 2023 s'élève à 127,2 M€ contre 120,0 M € en 2022, soit une hausse de 7,2 M€.

L'année 2023 a été notamment marquée par une dérive importante de la sinistralité en santé compensée en partie par une campagne de renouvellement.

Le solde de souscription se décompose entre les LoB Solvabilité 2 comme suit :

Solde de souscription (en M€)	2022	2023	Variation
Assurance de protection du revenu	4,5	19,5	15,0
Assurance des frais médicaux	79,0	56,2	-22,8
Réassurance santé	8,1	4,5	-3,6
Réassurance vie	28,8	47,5	18,7
Total	120,4	127,7	7,3

L'ensemble des réserves Prévoyance étant comptabilisée en Vie, l'évolution des Lob Assurance protection du revenu et Réassurance Vie est à analyser de façon commune.

A.3 Performance financière

A.3.1 Composition du portefeuille

La structure des actifs gérés du portefeuille de KLESIA SA se décompose comme suit :

Valeur nette comptable (en M€)	2022	2023	Evol % R23/R22
Actifs financiers	368,3	358,7	-2,6%
dont Actions	0,0	0,0	s.o.
dont Taux	327,9	314,8	-4,0%
dont Monétaires	0,5	4,0	<>100%
dont Immobilier Papier	39,9	39,9	0,0%
Immobilier	0,0	0,0	s.o.
Participations, Dépôts, Prêts	970,6	1 042,3	7,4%
Total des actifs gérés (1)	1 338,9	1 401,0	4,6%

(1) Actif Net (hors surcote décote)

Le total des actifs gérés au 31 décembre 2023, en valeur nette comptable, est de 1 401 M€ et se décompose entre la créance représentant les provisions techniques pour un montant de 1042 M€, et les actifs en face des fonds propres d'un montant de 358,7 M€ provenant essentiellement de l'augmentation de capital liée au partenariat Generali. La hausse de +4,6% des actifs (+62,1 M€) entre 2022 et 2023 provient de la hausse de la créance.

A.3.2 Résultats des activités d'investissement

Résultat financier par type de revenus (en M€)	2022	2023	Evol % R23/R22
Revenus des placements	7,3	7,1	-3,4%
Plus et moins values réalisées nettes	-0,4	-4,4	<>100%
Frais de gestion des Placements (yc intérêts et frais financiers)	-0,1	0,0	76,2%
Autres produits et charges de placements	-0,4	-0,5	-23,9%
Résultat financier	6,4	2,1	-67,1%
Rémunération créance Generali	26,8	21,0	-21,7%
Résultat financier net du partenariat Generali	33,2	23,1	-30,5%

Résultat financier par classe d'actifs (en M€)	2022	2023	Taux de Rendement Comptable 2023
Taux	5,3	0,7	0,2%
Actions	0,0	0,0	0,0%
Monétaires	0,0	0,1	3,3%
Immobilier Papier	1,2	1,3	3,3%
Immobilier	0,0	0,0	Na
Participations, Dépôts, Prêts	0,0	0,0	0,0%
Autres	0,0	0,0	Na
Total Institution	6,4	2,1	0,2%
Rémunération créance Generali	26,8	21,0	
Résultat financier net du partenariat Generali	33,2	23,1	1,7%

Le résultat financier atteint 23,1 M€ en 2023 en baisse de -30,5% (- 10,1 M€). Cette baisse provient de la combinaison :

De la baisse de -5,8 M€ de la rémunération de la créance en provenance des cédantes

de la baisse de -4,3 M€ des revenus en face des fonds propres.

La baisse des revenus en face des fonds propres provient de la baisse des revenus obligataires de -4,3 M€ sous l'effet de dépréciations et de moins-values réalisées.

A.4 Performance des autres activités

KLESIA SA ne possède pas d'autres activités susceptibles d'entrer dans cette catégorie.

B Système de gouvernance

B.1 Informations générales

La présente section a pour objet de présenter l'organisation de la gouvernance de KLESIA SA au sein du Groupe KLESIA et aborde successivement :

- l'organisation générale du Groupe KLESIA (B1.1) ;
- le système de gouvernance de KLESIA SA (B1.2) ;
- la politique de rémunération (B1.3) ;

B.1.1 Organisation générale du système de gouvernance du Groupe KLESIA

Le système de gouvernance de KLESIA SA s'appuie sur des principes de gouvernance communs au Groupe et à l'ensemble de ses entités assurantielles :

- les organes d'Administration, de gestion ou de contrôle des entités du Groupe (AMSB) ;
- une direction opérationnelle mutualisée.

Les organes d' Administration, de gestion et de contrôle de KLESIA SA

La gouvernance de KLESIA SA repose sur un Conseil de Surveillance (CS) et un Directoire formé de 4 personnes.

Les administrateurs des entités du Groupe KLESIA ont choisi de désigner pour KLESIA SA des **Dirigeants Effectifs cohérents avec les dirigeants effectifs de la SGAM**, afin de garantir une vision transverse et complète des activités et des risques des entités du Groupe, de faciliter la définition d'une stratégie commune et de renforcer la cohérence et la mutualisation opérationnelle entre ces entités.

Le Directoire administre et dirige la société sous le contrôle d'un Conseil de Surveillance.

Les règles de signatures et de seuils d'engagement ou de règlement des dépenses sont validées par le Conseil de Surveillance, avec des seuils stables depuis la création du Groupe.

Une direction opérationnelle mutualisée

Dans la même logique, l'organisation opérationnelle du Groupe et de ses entités est fondée sur une logique de mutualisation permettant la recherche de l'efficacité et de la maîtrise des coûts qui se traduit par :

- un **organigramme unique** adopté pour l'ensemble des entités du Groupe KLESIA, afin de favoriser la mutualisation et l'optimisation des moyens ;
- la désignation des quatre mêmes responsables de **fonctions clés** dans toutes les entités du Groupe afin que toutes bénéficient de leurs expertises.

Une définition partagée de la stratégie et des moyens qui sont définis au niveau des entités de tête

Les entités du Groupe KLESIA s'organisent autour d'une Association Sommitale qui définit les grandes orientations politiques et stratégiques du Groupe et contrôle les conditions d'exécution de ses décisions, d'une SGAM qui regroupe les entités assurantielles, hors KLESIA SA, ainsi que de Groupements d'intérêt économique au sein desquels sont mutualisées les ressources du Groupe.

Sans être membre de l'Association Sommitale, KLESIA SA agit cependant dans le cadre des orientations générales qu'elle fixe, par le biais de son appartenance au Groupe de protection sociale KLESIA et en vertu d'une convention de fonctionnement signée avec l'Association Sommitale. Elle a par ailleurs adhéré aux structures de moyens du Groupe pour bénéficier de moyens mutualisés.

B.1.2 Le système de gouvernance de KLESIA SA

KLESIA SA est une société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance, dont la gouvernance a été renouvelée en juillet 2021 :

Le Directoire de KLESIA SA est composé de quatre membres, dont un Président du Directoire, et deux Directeurs Généraux Délégués.

Il est nommé par le Conseil de Surveillance pour une durée de 6 ans.

Le Directoire administre et dirige la société sous le contrôle d'un Conseil de Surveillance.

Le Directoire est investi à l'égard des tiers des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société, dans la limite de l'objet social, et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi au Conseil de Surveillance et aux Assemblées d'actionnaires.

Le Conseil de Surveillance de KLESIA SA est composé de 10 membres depuis juillet 2021, nommés pour 6 ans par l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires. Il exerce le contrôle permanent de la gestion de la société par le Directoire. Il nomme les membres de la Commission d'Audit et de la Commission des Risques.

Les instances émanant du Conseil qui en préparent les décisions

La Commission d'Audit est chargée d'assurer le suivi du processus d'élaboration et de contrôle de l'information comptable et financière sous la responsabilité exclusive et collective du Conseil de Surveillance. Elle est composée d'administrateurs choisis en raison de leur compétence en matière financière ou comptable, ou bien formés dans ces domaines. Elle se réunit pour préparer les travaux du Conseil en lui dispensant un éclairage dans les domaines suivants :

- le contrôle légal des comptes annuels ;
- l'information financière ;
- l'audit interne et externe.

La Commission des Risques a pour mission l'analyse des risques techniques, financiers et opérationnels. Elle est composée d'administrateurs choisis en raison de leur compétence et se voit présenter l'ensemble des travaux ORSA et le projet de rapport les matérialisant, pour les soumettre à l'approbation du Conseil de Surveillance. Ses travaux doivent permettre au Conseil de Surveillance de valider les reporting obligatoires (dont le rapport au régulateur RSR, le rapport au public SFCR, le rapport ORSA et le rapport de contrôle interne) ainsi que le bilan et le plan détaillé de la fonction de vérification de la Conformité, de suivre le profil de risque et son évolution dans le temps, de valider le cadre d'appétence aux risques et les politiques obligatoires. Elle dispense également au Conseil de Surveillance un éclairage dans le domaine du contrôle interne.

Les travaux de cette commission sont communiqués à la Commission d'Audit.

Le présent rapport a été validé par la Commission des Risques du 2 avril 2024 et communiqué à la présidence du Conseil de Surveillance. Il sera soumis au Conseil de Surveillance du 24 mai 2024.

Le Comité de suivi de mission est porté par l'Association Sommitale, au travers de la Commission Intérêt Général, et est composé d'Administrateurs désignés par les entités du Groupe disposant de la qualité de société à mission. Il a pour objet exclusif d'assurer le respect et l'évaluation de la mission que l'institution entend poursuivre.

Il alerte le Conseil de Surveillance si l'institution dévie de sa mission d'intérêt général et procède à toute vérification qu'il juge opportune.

L'Assemblée Générale de KLESIA SA

L'Assemblée Générale de KLESIA SA est constituée des actionnaires de la structure.

L'Assemblée Générale est seule habilitée à se prononcer sur :

- la modification des statuts ;
- le transfert de tout ou partie d'un portefeuille d'opérations que l'Institution soit cédante ou cessionnaire ;
- l'augmentation, l'amortissement ou la réduction de capital ;
- la fusion, scission ou liquidation de la structure ;
- la délibération de toutes les questions relatives aux comptes et leur approbation ;
- la nomination des Commissaires aux comptes.

B.1.3 Politique de rémunération

Rémunération des membres du Conseil de Surveillance de KLESIA SA

L'Assemblée Générale peut allouer aux membres du Conseil de Surveillance en rémunération de leur activité, à titre de jeton de présence, une somme fixe annuelle que cette assemblée détermine. Le Conseil de Surveillance répartit entre ses membres la somme globale allouée.

Rémunération des Dirigeants Effectifs, des Responsables de Fonctions Clés et des membres du Comité Exécutif

Le comité des rémunérations de l'Association Sommitale fixe les éléments constitutifs et les évolutions du contrat de travail du Directeur Général du Groupe KLESIA, et émet un avis chaque année sur l'ensemble des éléments de rémunération des membres du Comité Exécutif - dont les Directeurs Généraux Délégués dont trois des quatre Responsables de Fonctions clés font partie - ainsi que du Responsable de Fonction clé n'appartenant pas au Comité Exécutif.

La structure de rémunération des membres du Comité Exécutif tient compte des orientations stratégiques et de l'appétence au risque du Groupe de sorte d'inciter à l'atteinte des objectifs fixés par l'AMSB avec une prise de risques maîtrisée.

Transactions importantes conclues avec des acteurs de la gouvernance

Aucune transaction importante n'a été conclue entre KLESIA SA et ses administrateurs, ses dirigeants, ni avec aucun des membres du Comité Exécutif en 2023.

B.1.4 Adéquation du système de gouvernance des risques

Le dispositif de maîtrise des risques et de contrôle interne de KLESIA SA, détaillé dans les sections B.3 et B.4 du présent document, couvre l'ensemble des activités de KLESIA SA et plus largement du Groupe KLESIA, du management aux activités opérationnelles et support.

Par ailleurs les engagements pris à l'égard des assurés et la politique suivie en matière de gestion financière démontrent que le profil de risques de l'entité est non complexe, justifiant ainsi le caractère proportionné du système de gestion des risques déployé.

B.2 Compétence et honorabilité

Une politique écrite, 'Politique Compétence et Honorabilité', définit le cadre et les actions permettant de veiller à l'honorabilité et à la compétence des acteurs de l'Administration du Groupe.

Elle s'applique aux Administrateurs, Dirigeants Effectifs et Responsables de Fonctions Clés des entités du périmètre assurantiel du Groupe, et détaille les modalités et moyens mis en œuvre pour s'assurer de la compétence et de l'honorabilité des acteurs de la gouvernance de KLESIA SA.

Le Groupe KLESIA a souhaité renforcer le dispositif de gestion des conflits d'intérêt en confiant son pilotage à un Déontologue dont c'est la mission exclusive.

Ce dernier, directement rattaché au Directeur Général pour garantir son indépendance, a pour objectif de :

- réduire les risques éthiques pour l'entreprise. Il contribue ainsi à protéger les Groupes et leur gouvernance contre une atteinte à sa réputation, à éviter des sanctions de la part de l'Administration et une éventuelle perte financière.
- renforcer la confiance des parties-prenantes (notamment des clients) par une évolution des bons comportements et du climat éthique,
- dans un contexte général de renforcement des exigences en la matière, de structurer et d'organiser une démarche en matière d'éthique pour gagner en efficacité.
- Enfin, aider les salariés à faire le lien entre leurs comportements éthiques dans leur travail au quotidien, dans leurs relations aussi bien en interne qu'avec l'externe, et les résultats économiques de l'entreprise.

B.2.1 Honorabilité des acteurs de la gouvernance

Les éléments et actions permettant d'apprécier l'honorabilité de chaque personne

L'appréciation de l'honorabilité consiste à s'assurer de l'absence d'éléments concrets prouvant un manque d'honorabilité et de l'absence de risque qu'un acteur soit confronté à un conflit d'intérêt dans le cadre de son mandat.

Pour cela, plusieurs éléments sont collectés et analysés afin d'évaluer l'honorabilité d'une personne :

- un extrait de son casier judiciaire national (bulletin n°3) réactualisé régulièrement ;
- une déclaration sur l'honneur de non-condamnation correspondant à la réglementation en vigueur ;
- une déclaration de l'ensemble des mandats et des participations significatives détenus par la personne dans d'autres structures.

Le traitement des éventuels risques de défaillance d'honorabilité d'une personne

Si un risque de défaillance d'honorabilité d'un Administrateur ou d'un Dirigeant Effectif apparaissait, une procédure d'alerte serait immédiatement déclenchée afin que les autres acteurs de la gouvernance de KLESIA SA puissent échanger avec lui sur le problème rencontré et juger d'un éventuel risque pour l'entité.

A cet égard, la Politique de gestion des conflits d'intérêts du Groupe couvre l'ensemble des entités du Groupe et toutes les parties prenantes, notamment sa gouvernance politique et opérationnelle qui englobe l'ensemble des Administrateurs et des Dirigeants Effectifs des entités.

Une procédure de gestion des conflits d'intérêts venant compléter cette politique, décrit les étapes du dispositif et s'applique à la gouvernance, composée :

- Des administrateurs, membres des conseils d'Administration et de Surveillance,
- Des dirigeants des entités du Groupe KLESIA,
- Des Responsables de Fonctions Clés.

De plus, la 'Politique Compétence et Honorabilité' du Groupe définit les règles applicables ainsi que les processus garantissant leur mise en œuvre en matière de compétence et d'honorabilité.

B.2.2 Compétences des acteurs de la gouvernance

Les moyens mis en œuvre pour apprécier la compétence des acteurs (Conseil de Surveillance, Dirigeants effectifs et Responsables de Fonctions Clés)

L'appréciation des compétences d'un individu résulte de la combinaison de son expérience pratique et des connaissances théoriques sur les cinq domaines de compétence définis par l'EIOPA, auxquels s'ajoutent les compétences sur l'Action Sociale et l'intérêt général de KLESIA SA.

La compétence collective est la somme des compétences des individus composant une instance de décision, étant entendu que la compétence d'une seule personne ne peut suffire à rendre compétent un Groupe.

Le niveau de compétences requis est ensuite défini en tenant compte de l'instance (Conseil de Surveillance, Commission des Risques, etc.) ou de la fonction visée (responsable conformité par exemple), avec des attentes pouvant être différentes selon le domaine de compétence.

Enfin, l'appréciation de la compétence d'un acteur est confrontée au niveau de compétence requis par sa fonction afin d'évaluer les éventuels besoins de renforcement de compétences et de lui proposer un programme de formation adapté. Une analyse des diplômes, de l'expérience individuelle et du parcours de formations suivi est effectuée par la Direction du Secrétariat Aux Instances pour les administrateurs, et par la Direction des Ressources Humaines et la Direction Générale pour les salariés.

Les moyens mis en œuvre pour maintenir et accroître la compétence des acteurs

Afin d'entretenir la compétence de ses dirigeants, le Groupe facilite l'information des dirigeants sur les évolutions liées aux différents domaines ciblés et propose à tous les acteurs de la gouvernance des parcours de formation permettant de garantir l'adéquation de leurs compétences aux responsabilités qui sont les leurs.

Un programme de formation dédié aux administrateurs est bâti et actualisé chaque année prenant en compte l'évolution du marché, de la réglementation et des exigences de compétences. Il est proposé chaque année à chaque administrateur un programme personnalisé en fonction de l'évaluation de sa compétence et de ses mandats.

A titre d'exemple, tous les ans, des administrateurs du Groupe KLESIA sont formés au cursus mis en place avec le CTIP, Sciences Po et reconnu par l'Institut Français des Administrateurs, qui porte sur l'ensemble des compétences requises pour un administrateur pour la gouvernance d'un organisme assurantiel.

B.3 Système de gestion des risques

B.3.1 Cadre du système de gestion des risques de KLESIA SA

La politique de gestion des risques

La politique de gestion des risques établit et formalise les principes de la gestion des risques. Son contenu vise en particulier à :

- présenter la stratégie en matière de gestion des risques en lien avec la stratégie globale au niveau Groupe KLESIA ;
- décrire le système de gouvernance de la Gestion de Risques (définir les rôles et responsabilités / reporting, etc.) ;
- décrire les liens avec le processus d'évaluation interne des risques et de la solvabilité (BGS, exigences en matière de Capital réglementaire, adéquation à la formule standard) ;
- définir les principaux risques auxquels KLESIA SA est exposée ;
- indiquer les limites approuvées de tolérance aux risques ;
- détailler les mécanismes de contrôle des risques.

La politique est proposée par le Directeur des Risques, arrêtée par le Directoire, proposée à la Commission des Risques et validée par le Conseil de Surveillance. Le Directeur des Risques est le responsable de la Fonction Clé de « Gestion des Risques ». Il s'assure de la bonne application de la politique de gestion des risques. Cette politique est mise à jour annuellement.

Gouvernance et intégration de la Fonction Clé de Gestion des Risques dans le dispositif de gouvernance des risques de KLESIA SA

Intervention de l'AMSB dans les processus de gestion des risques

L'AMSB joue un rôle actif dans l'appréciation de l'évaluation prospective des risques en participant notamment aux évaluations présentées dans le rapport, à la détermination et validation de l'appétence aux risques et des différentes limites de risques assignées aux métiers.

Intégration de la Fonction Clé de Gestion des Risques dans le dispositif de gouvernance des risques

Les principales missions de fonction clé de Gestion des Risques sont décrites dans la sous-section B.1.1 du présent document. Elles sont effectuées en lien avec les autres Responsables de Fonctions Clés.

Comitologie

Le Comité des Risques et de la Solvabilité (composé d'opérationnels) a essentiellement les missions suivantes :

- Pilotage du processus ORSA (régulier et occasionnel) ;
- Validation et suivi du profil de risque ;
- Suivi des cadres d'appétence aux risques, tolérance et limites de risques ;
- Vérification des exigences réglementaires de Solvabilité ;
- Vérification du respect des politiques obligatoires.

Le Comité des Risques et de la Solvabilité se réunit également en cas de survenance d'événements pouvant avoir un impact sur le profil de risques des entités du Groupe et nécessitant le déclenchement d'un processus ORSA occasionnel (évolution du business plan, évolution réglementaire, événement extérieur significatif). Ses travaux sont préparés en amont par d'autres comités spécialisés.

B.3.2 Description du système de gestion des risques

Processus général

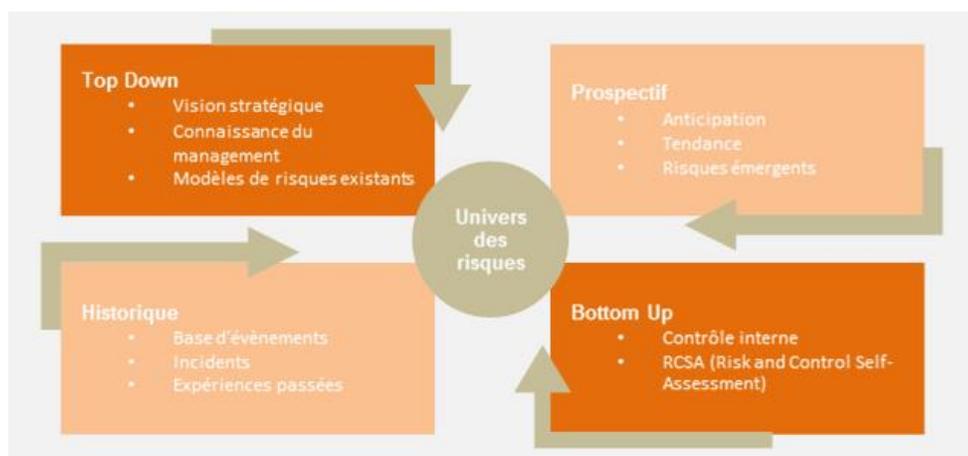
L'univers des risques de KLESIA SA est composé de risques regroupés par catégories. A chacune de ces catégories est associé un référentiel, revu au moins annuellement¹ et couvrant l'ensemble des risques pouvant impacter l'entreprise :

Catégorie de risques	Référentiel associé
Risques Opérationnels	Référentiel des risques opérationnels
Risques Stratégiques	Référentiel des risques stratégiques
Risques Techniques (provisionnement, tarification, etc...)	Adaptation du référentiel IFACI (Institut Français de l'Audit et du Contrôle Interne)
Risques Financiers (liés à la gestion d'actifs)	

Quel que soit le type de risques, le processus d'identification se décompose en quatre étapes principales :

- réalisation d'une cartographie des risques ;
- évaluation de la gravité des risques et de leurs dispositifs de maîtrise afin d'obtenir un niveau de criticité ;
- validation des risques importants en Comité des Risques et de la Solvabilité ;
- détermination du profil de risque.

Pour chaque type de risques, un dispositif de gestion du risque est mis en place au sein du Groupe KLESIA. Il s'appuie sur la combinaison de deux approches présentées dans le schéma ci-dessous :



- **Approche « Top-Down »** : définition de l'appétence aux risques par l'AMSB, qui est ensuite déclinée en tolérance aux risques, puis en limites de risques opérationnelles sur les principaux processus. Le dispositif de contrôle permanent a pour objectif d'évaluer *a posteriori* la maîtrise des risques. Le contrôle permanent intervient donc en aval de la gestion des activités ;
- **Approche « Bottom-Up »** : elle correspond au suivi des risques opérationnels, techniques et financiers par le Contrôle Interne. Elle a pour but de s'assurer que la gestion des risques est prise en compte dans l'élaboration de la stratégie ainsi que dans toutes les activités.

¹ Sauf le référentiel des risques stratégiques qui est mis à jour en fonction de l'évolution des objectifs stratégiques définis par le Groupe KLESIA.

Processus spécifique aux risques financiers

Respect du principe de la « Personne prudente »

La stratégie d'investissement est guidée par trois principes de base qui sont la préservation du capital investi, une couverture appropriée du passif (duration actif / passif) et une prise de risque adaptée aux niveaux des fonds propres de l'entité.

L'allocation est choisie dans l'optique d'une optimisation des résultats sous contrainte d'appétit au risque (couverture du SCR).

Les actifs peuvent comprendre des actions de grandes et moyennes capitalisations européennes, des actions internationales au sein d'OPC, des obligations en euro de catégorie « investment grade » et « non investment grade » limitée au BB et des obligations non notées, de l'immobilier d'exploitation du Groupe KLESIA, de l'immobilier pierre-papier, et des SICAV monétaires.

Les produits structurés et dérivés sont interdits ainsi que les produits en devises (exceptés les actions en devises au sein d'OPC). Le principe de transposition applicable à l'ensemble des classes d'actifs en portefeuille conduit à limiter les investissements sur des OPC (hors OPC dédiés).

Des limites d'exposition sont imposées par secteur économique, par notation et par émetteur.

Evaluation des activités d'investissements exceptionnelles

Les investissements à caractère exceptionnel sont, pour KLESIA SA, des investissements qui sortent du schéma de l'allocation définie à travers les mandats et les fonds dédiés. C'est le cas des investissements non cotés - dont le processus de décision passe par une approbation explicite en comité d'investissement au-delà de 5 millions d'euros.

Evaluations de crédit

Utilisation d'évaluations de crédits par les OEEC

KLESIA SA utilise les notations fournies par les trois organismes externes d'évaluation de crédit (OEEC), enregistrées conformément au règlement (CE) n° 1060/2009 du Parlement européen et du Conseil, soient Standard & Poor's, Moody's et Fitch.

La règle d'affectation d'une évaluation de crédit a été définie comme suit :

- **Cas N°1** : une seule évaluation est disponible : dans ce cas elle est retenue ;
- **Cas N°2** : plusieurs évaluations sont disponibles : le choix se porte sur la seconde meilleure note.

Utilisation d'évaluations de crédits propres

KLESIA SA ne dispose pas d'un référentiel de notation interne.

Risques majeurs identifiés

Sur la base des travaux ORSA 2023, l'étude de l'ensemble des risques de KLESIA SA a permis d'identifier trois risques majeurs :

N°	Description
1	Risque d'une cyber-attaque majeure
2	Risque de déviation de la sinistralité induite par la constatation d'une sinistralité exceptionnelle (à la suite de la crise sanitaire type Covid-19 par exemple) ou une tarification qui se révélerait sous-évaluée.
3	Risque financier sur la valorisation de l'actif.

Plan d'actions

L'ensemble de ces risques fait l'objet d'une étude dans le cadre du processus ORSA. Les risques techniques (2) et financiers (1 et 3) font l'objet de chocs particuliers et sont intégrés dans un choc les combinant. En cas de non-respect du seuil d'appétence aux risques sur chacun des chocs unitaires ou du choc combinant les autres, le besoin supplémentaire de capital est alors intégré dans le calcul du Besoin Global de Solvabilité.

Les risques opérationnels font l'objet d'évaluations spécifiques en fonction de scénarii déterministes. Cette évaluation permet d'évaluer l'adéquation du profil de risque opérationnel de KLESIA SA au SCR opérationnel de la formule standard. En cas d'excès ou d'insuffisance, la différence est alors intégrée aux Besoin Global de Solvabilité. Sur l'exercice 2023 (campagne ORSA 2023), un montant de 6,2 MEUR a été déduit du Besoin Global de Solvabilité au titre des risques opérationnels.

Pour l'ensemble des risques identifiés et en particulier pour les risques majeurs, la Direction des Risques a défini des plans d'actions qui précisent notamment les actions curatives ou préventives déjà présentes ou en cours de déploiement, permettant de contenir les impacts et limiter la probabilité de survenance des risques identifiés. Il est également défini, dans le cadre du processus ORSA, des mesures de management à mettre en place en cas de concrétisation de risques aboutissant à un impact sur le ratio de couverture du SCR parmi lesquels :

- la mise en place d'une politique de souscription plus exigeante sur les affaires nouvelles ;
- une revue de la tarification des affaires existantes ;
- la résiliation des contrats les plus déficitaires ;
- une modification de l'allocation d'actifs ;
- la mise en place de réassurance de réassurance ;
- la recapitalisation de l'entité par ses actionnaires.

Ces plans d'actions sont de nature à remédier de façon graduelle aux risques de déviations de la sinistralité ou d'évolutions défavorables des marchés financiers (risques 2 et 3).

De plus les risques Cyber font l'objet d'une couverture d'assurance.

Les travaux de poursuite de sécurisation en termes de risques de non-conformité sont exposés en partie B.4.2.

B.3.3 *Processus ORSA*

L'évaluation interne des risques et de la solvabilité (Own Risk & Solvency Assessment – ORSA) recouvre l'ensemble des processus d'identification, de mesure, de Surveillance, de gestion et de reporting des risques à court et moyen termes, ainsi que la détermination du niveau moyen de fonds propres requis en adéquation avec le profil d'activités et de risques, et les limites de tolérance au risque de la société. KLESIA SA a procédé à une évaluation interne des risques et de la solvabilité qui a porté sur les trois évaluations rendues obligatoires par la réglementation.

Un rapport synthétisant l'ensemble des travaux réalisés dans le cadre de l'ORSA est produit annuellement. Il est transmis chaque année aux instances de Direction, à la Commission des Risques et au Conseil de Surveillance pour validation, puis aux autorités de supervision deux semaines au plus tard après son approbation par le Conseil de Surveillance.

En outre, le processus ORSA se décompose en un processus régulier et un processus dit « exceptionnel » en fonction de la survenance d'événements particuliers significatifs et non anticipés dans le cadre de l'ORSA régulier et conduisant à une déformation du profil de risques.

Evaluation du Besoin Global de Solvabilité

L'évaluation du Besoin Global de Solvabilité (ci-après « BGS ») suppose, en amont, la réalisation de plusieurs travaux :

- construction du scénario central à partir du Plan Prévisionnel d'Activité et des données de l'Estimé-Budget ;
- définition et mise en œuvre du cadre d'appétence aux risques ;
- identification des risques majeurs et analyse du caractère adéquat et suffisant de capital de solvabilité requis déterminé avec la formule standard ;
- étude permettant d'identifier les différences entre le profil de risques de KLESIA SA et les hypothèses qui sous-tendent le capital de solvabilité requis calculé par la Formule Standard.

Le BGS est calculé en adéquation avec l'appétence aux risques sur l'ensemble de la période de projection.

Respect permanent des exigences de capital minimum (MCR) et requis (SCR)

L'évolution des MCR et SCR de KLESIA SA a été étudiée selon différents scénarios :

- Le scénario central retenu dans le cadre du plan prévisionnel d'activité ;
- Des scénarios ORSA adaptés aux spécificités de KLESIA SA et de ses risques majeurs identifiés.

En cas de franchissement des limites définies dans le cadre d'appétence, des plans d'actions sont identifiés tels que présentés en partie B.3.2.

Tests de résistance et analyses de sensibilité

Dans le cadre du processus ORSA, les tests de résistance suivants ont été effectués. Plusieurs scénarii de stress, déterminés en octobre 2023, sont réalisés à partir du scénario central tenant compte d'une hypothèse de continuité d'activité. Il s'agit :

- De deux scénarii « Actifs », testant notamment l'impact d'une hausse ou d'une baisse des taux d'intérêt, d'une baisse des actions et de l'immobilier et d'un choc de spread sur les obligations d'entreprises en portefeuille ;
- Du scénario « Technique » simulant un choc sur la sinistralité ;
- D'un scénario « Combiné » regroupant l'ensemble des scénarii ci-dessus.

B.4 Contrôle interne

B.4.1 Le dispositif de contrôle interne

Objectifs et principes généraux du système de contrôle interne

Le dispositif de contrôle interne de KLESIA et de ses entités dont KLESIA SA, s'inscrit d'une part, dans le cadre de référence du COSO ERM (entreprise risk management) et, d'autre part, dans le cadre de référence interne au Groupe.

Le contrôle interne se définit comme un processus mis en œuvre par l'ensemble des lignes métiers sous la supervision de la Direction Générale. Chaque acteur de l'organisation est associé à la maîtrise des risques identifiés sur son périmètre opérationnel afin de garantir :

- La réalisation et l'optimisation des opérations ;
- La fiabilité des opérations financières ;
- La conformité aux lois et aux réglementations en vigueur.

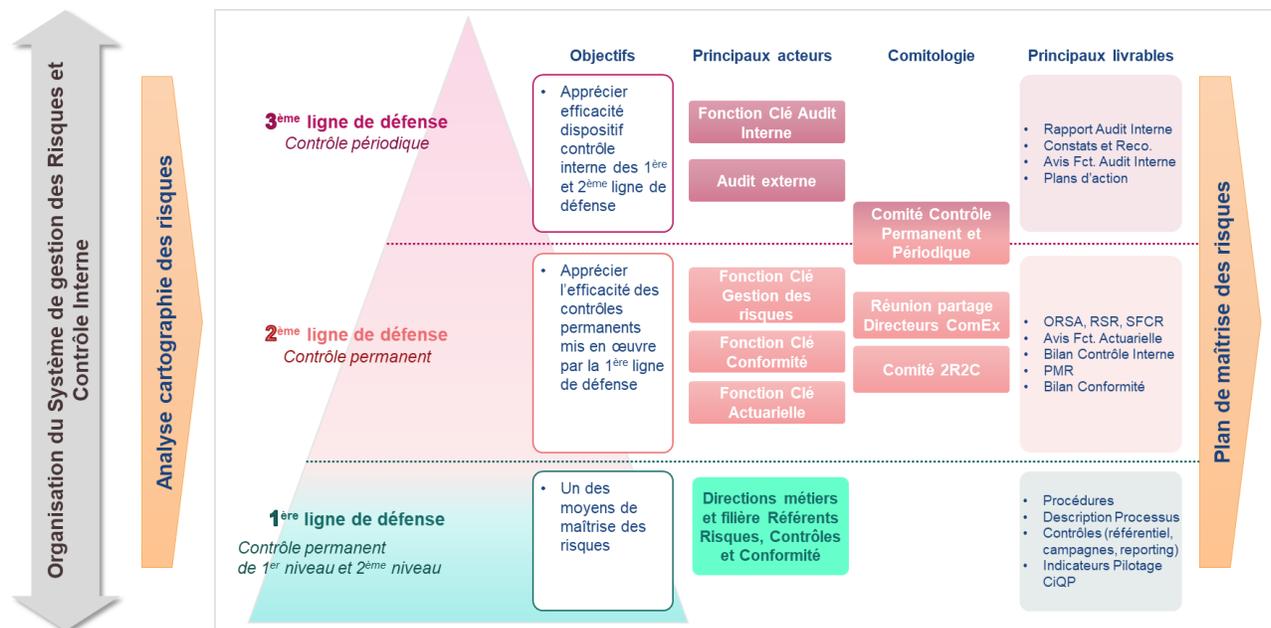
Organisation du système de contrôle interne

L'organisation du système de contrôle interne de KLESIA SA est fondée sur un pilotage par les processus et permet d'intégrer les attentes de la Directive Solvabilité 2 en matière de contrôle interne.

Organisation des activités de contrôles

Les activités de contrôle de KLESIA SA sont organisées autour de trois lignes de défense, comme illustré dans le schéma ci-dessous.

Les lignes et niveaux d'organisation du système de contrôle interne :



Première ligne de défense : la sécurisation des activités

Les contrôles de la première ligne correspondent aux moyens de maîtrise mis à disposition de l'ensemble des collaborateurs afin de sécuriser l'exécution de leur activité quotidienne et de s'assurer du respect des procédures. Ce contrôle permanent se compose des éléments suivants :

- Les procédures ;

- Les indicateurs de pilotage et d'alertes ;
- Les contrôles automatisés et formalisés ;
- Les contrôles de 2^{ème} niveau de la 1^{ère} ligne de défense.

Deuxième ligne de défense : l'assurance de l'efficacité du dispositif de sécurisation des activités

La deuxième ligne de défense est constituée des services fonctionnels responsables de domaines d'expertise et des fonctions dédiées à l'animation du dispositif global de maîtrise des risques (fonctions de gestion des risques, de contrôle interne, d'assurance, de conformité...). Elle correspond ainsi à un niveau de contrôle davantage indépendant que la première ligne, qui vise à vérifier l'efficacité de cette première ligne de maîtrise mais également à réaliser des contrôles complémentaires.

Les dispositifs de maîtrise du risque de non-conformité sont présentés dans la section B.4.2. Sont détaillés ci-dessous, les contrôles mis en place pour chaque type de risques.

Risques	Moyens de maîtrise et contrôles
Risques opérationnels	Les contrôles permanents de 2 ^{ème} ligne, permettent de vérifier l'exactitude, l'exhaustivité, l'autorisation et la conformité des actions ou transactions effectuées.
Risques techniques	Les contrôles de deuxième ligne portant sur les risques techniques sont effectués principalement par la Fonction Clé Actuarielle.
Risques financiers	Les contrôles de deuxième ligne portant sur les risques financiers sont effectués principalement par la Fonction Clé de Gestion des Risques, à l'aide d'états périodiques émanant de la Direction des Investissements et des états des placements issus de l'outil interne de tenue de positions.
Risques de non-qualité des données Solvabilité 2	Le dispositif de contrôles s'étend à l'ensemble des données du Systèmes d'Information du Groupe KLESIA ou en provenance de sources déléguées, jusqu'aux calculs des indicateurs S2 en vue de répondre aux critères d'exhaustivité, de précision et de pertinence des données S2 utilisées.

Troisième ligne de défense : l'organisation des contrôles périodiques

Les contrôles périodiques constituent la troisième ligne du dispositif de contrôle interne. L'ensemble des entités du Groupe disposent d'une organisation de contrôle périodique centralisée et homogène composée d'audits internes et de contrôles externes.

Contrôles périodiques	Description
Audit interne	Le contrôle périodique réalisé par la Direction de l'Audit est une activité indépendante et objective qui à travers des missions d'audit évalue l'efficacité du système de maîtrise des risques et de contrôle interne. Chaque année, lors de ses missions d'audit, la Direction de l'Audit évalue l'efficacité des contrôles permanents de 1 ^{er} et de 2 nd lignes. cf. partie B.5
Les contrôles externes	Des contrôles externes sont réalisés par des organismes externes de contrôles, et par les Commissaires aux Comptes. Lors de leurs missions intérimaires, les Commissaires aux Comptes formulent certaines recommandations sur la mise en œuvre du dispositif de contrôle interne. Leurs missions complètent le dispositif de contrôle périodique. Le suivi des plans d'actions issus des recommandations est centralisé par la Direction de l'Audit.

Les acteurs du système de contrôle interne

L'efficacité du système de contrôle interne mis en œuvre par le Groupe KLESIA repose notamment sur l'intégration et la responsabilisation de l'ensemble des collaborateurs de l'entreprise et est décrite dans la Politique de contrôle interne.

Politique de contrôle interne

La Politique de contrôle interne a pour objectif d'indiquer clairement les responsabilités, les objectifs, les processus et les procédures de reporting applicables en matière de contrôle interne en cohérence avec la stratégie d'entreprise globale de l'entreprise.

Les rôles et missions de chacun des acteurs y sont décrits, dont notamment : le Conseil de Surveillance, le Directoire, la Direction des risques, le management opérationnel et les contrôleurs.

B.4.2 Orientations menées sur la période de référence

En 2023, afin de sécuriser les activités de KLESIA SA, trois orientations ont été définies et mises en œuvre :

- La maîtrise des activités ;
- La continuité d'activités ;
- La communication et la sensibilisation.

La maîtrise des activités

En réponse aux risques opérationnels majeurs de KLESIA et de ses entités dont KLESIA SA, le dispositif global de maîtrise des risques a monté en maturité avec :

- la poursuite du renforcement du plan de contrôles permanents de la première ligne de défense couvrant les risques opérationnels de :
 - Sécurité des systèmes d'information ;
 - Conformité ;
 - Qualité des données.
- la consolidation du plan de contrôle structuré au niveau de la deuxième ligne de défense pour permettre l'analyse et l'optimisation du dispositif de maîtrise des risques mis en œuvre par la première ligne de défense.

En fonction de la criticité des processus et de l'importance des risques considérés, le plan de contrôle de deuxième ligne de défense peut prévoir plusieurs modalités de contrôle permanent, par exemple : *suivi des indicateurs de mise en œuvre / conformité des actions de maîtrise des risques, revue d'ensemble allégée des procédures de contrôle et de la matérialisation des points de contrôles opérationnels ou revue détaillée et testing de l'efficacité des contrôles clés au travers de campagnes d'évaluation récurrentes.*

En 2023, le plan de contrôle de la deuxième ligne de défense a porté sur l'évaluation de l'efficacité du dispositif de contrôle interne de la Qualité des données S2 et des dispositifs de Conformité Réglementaire et de Sécurité des Système d'information mis en œuvre par la première ligne de défense.

En complément du renforcement du dispositif de contrôle interne, le Groupe KLESIA a ajusté son référentiel de risques opérationnels pour répondre à l'évolution des tendances du marché du capital humain (rétention des talents, optimisation du plan de recrutement, etc.) et aux nouvelles exigences réglementaires (DORA, Durabilité etc.).

La continuité d'activité

Le risque opérationnel peut se matérialiser, engendrer une perte, un dysfonctionnement, un incident voire une crise capable de remettre en question le déroulement partiel ou total des activités du Groupe. C'est donc pour répondre à ces enjeux que le Groupe a renforcé son organisation en termes de continuité d'activité. Cela passe notamment par l'actualisation du Plan de Continuité d'Activité et l'établissement d'un plan de résilience métier garantissant ainsi, le maintien en condition opérationnelle des activités dites critiques, essentielles à la bonne marche du Groupe KLESIA. Ce dispositif est orienté vers la reconstitution graduelle de l'environnement de travail pour tendre vers un retour à la normale rapide et coordonné dans des conditions applicables aux

diverses projections d'indisponibilités. Or, avant de déclencher un plan de continuité d'activité, c'est sur le dispositif des incidents opérationnels que KLESIA doit capitaliser (signaux faibles avant-coureurs). Afin d'être pertinent et de répondre aux contraintes d'une crise, le dispositif de gestion de crise est orchestré autour de moyens de communication spécifiquement adaptés aux indisponibilités pour communiquer entre membres de la cellule de crise, auprès du personnel, des parties prenantes et organismes de contrôle. La cellule de crise dispose de ressources documentaires, actualisées, pertinentes et accessibles afin d'outiller les membres des cellules de crise Groupe, Cyber et métiers, dans la résolution du sinistre. Une logistique en adéquation avec l'organisation liée au télétravail a également été pensée et déployée. Une crise est une situation qui exige une réaction rapide, immédiate et qui mobilise des ressources dans une organisation. Pour nous préparer au mieux à cette situation, KLESIA a organisé un exercice de crise afin de tester l'efficacité des dispositifs de gestion de crise et de continuité d'activité en termes de gouvernance et respect des procédures afin d'acquiescer les bons réflexes.

La communication et la sensibilisation

Pour que le Contrôle interne devienne un outil de gestion des risques efficace et que chaque collaborateur en voit les enjeux et les bénéfices, l'ensemble de la ligne managériale du Groupe KLESIA a suivi une formation obligatoire sur les éléments fondamentaux du Contrôle interne.

De plus, afin de consolider les connaissances des membres de la cellule de crise métier du Groupe KLESIA, une formation / sensibilisation obligatoire a été dispensée autour des dispositifs de continuité d'activité et de gestion de crise.

En complément, une animation régulière des Référents Risques, Contrôle et Conformité a permis une meilleure appropriation de la culture risques et contrôle interne auprès des collaborateurs du Groupe KLESIA.

Pilotage périodique des risques et du contrôle permanent

Sur 2023, 2 285 contrôles unitaires ont été réalisés et formalisés dans le SIGR Ariane. Le taux de qualité enregistre un taux supérieur à la cible (fixée à 90%) à 93%, les contrôles en place fonctionnent et permettent de détecter des anomalies. Les anomalies sont corrigées et leur taux de correction est suivi grâce à un indicateur dédié et suivi dans le SIGR Ariane.

B.5 Le système de conformité

Définition de la Fonction de « Vérification de la Conformité » et mise en œuvre

La Fonction de Vérification de la Conformité s'assure du respect et de la mise en œuvre opérationnelle des dispositifs de conformité, notamment dans le cadre d'un comité dédié, le comité conformité, auquel sont conviés entre autres les autres fonctions du dispositif de Gouvernance (Gestion des Risques, Actuarielle, Audit Interne).

Elle exerce ses activités de façon indépendante et a un accès direct et régulier aux organes d'administration, de gestion ou de contrôle (AMSB).

À ce titre, elle est amenée à émettre des avis et/ou alertes, dans le cadre du processus d'escalade, qui permet en outre, de signaler, dans les meilleurs délais, toute non-conformité identifiée, ainsi que les risques associés.

En termes de mise en œuvre, le Groupe KLESIA dispose d'un processus de pilotage et de gestion du dispositif de Conformité.

Transverse, ce processus rassemble l'ensemble des services et acteurs du Groupe qui concourent à sécuriser les risques de non-conformité aux réglementations applicables à ses activités, à savoir :

- tant les fonctions transverses : Direction des Risques, Direction Juridique et Conformité, Direction de l'Actuariat, Direction Financière et Prospective, Direction des Ressources Humaines, etc. ;
- que les fonctions opérationnelles : Direction Offre et Stratégie, Direction des Opérations ADP, Direction de l'Organisation et des Systèmes d'Information, etc.

L'efficacité du processus mis en œuvre par le Groupe KLESIA repose notamment sur la responsabilisation de l'ensemble des collaborateurs de l'entreprise.

Les rôles et missions de chacun des acteurs sont décrits dans la politique de conformité Groupe.

Pilotage de la conformité

Le pilotage de la conformité se traduit par des dispositifs permettant d'encadrer la mise en œuvre des exigences légales, réglementaires, des normes et usages professionnels ou déontologiques, applicables aux activités du Groupe KLESIA, et notamment :

- Protection des données à caractère personnel (Règlement Général sur la Protection des Données - RGPD -) ;
- Lutte contre la corruption (Loi relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et pour la modernisation de la vie économique - Loi Sapin 2 -).

Ce pilotage, formalisé dans la politique de conformité Groupe, s'organise de la façon suivante :

- L'élaboration des dispositifs de conformité et le suivi de leurs déploiements

Les objectifs de cette activité sont de mettre en place un dispositif permettant d'identifier les évolutions réglementaires, par le biais d'une veille réglementaire, d'analyser leurs impacts pour les activités du Groupe KLESIA, d'élaborer un plan de déploiement et de suivi de l'application de ces réglementations.

Dans ce cadre, sont notamment identifiés les différents chantiers de mise en œuvre opérationnelle, un sponsor membre du comité exécutif, et un responsable du projet, ainsi que les échéances.

- La vérification de l'application des exigences réglementaires par les métiers, et accompagnement des actions correctives si défaillances

Les objectifs de cette activité sont d'assurer l'intégration quotidienne au sein des différents processus métiers du Groupe, par les collaborateurs du Groupe, des exigences réglementaires déployées au travers des dispositifs de conformité.

Ainsi, la Fonction de Vérification de la Conformité accompagne les collaborateurs des directions concernées au travers de préconisations, conseils, avis de conformité, relecture de contrats et supports, sur l'ensemble des sujets relevant du périmètre de la conformité.

Cela permet d'identifier, au regard de la pratique, les éventuelles défaillances et les nécessaires ajustements / plan d'actions correctifs à mettre en place après le déploiement.

De plus, sur la base de ces constats, la Fonction Clé de Vérification de la Conformité pilote la Surveillance et l'actualisation du profil de risque de non-conformité réglementaire du Groupe, intégré dans le dispositif global de cartographie des risques du Groupe, piloté par le Pôle Contrôle Interne et Qualité des Processus.

En complément, et afin de pouvoir détecter les éventuels risques de non-conformité, la Fonction de Vérification de la Conformité s'appuie sur les travaux des différentes directions du Groupe KLESIA, relatifs notamment aux processus suivants :

- Gestion des incidents ;
- Contentieux (relatifs à l'assurance de personnes - prévoyance et frais de santé -), gérés par le Pôle Juridique Institutionnel et Droit de la Protection Sociale.

De plus, un dispositif de formations réglementaires obligatoires, piloté par la Fonction Clé de Vérification de la Conformité, en collaboration avec le service Formation de la Direction des Ressources Humaines, permet aux collaborateurs d'acquérir les connaissances requises pour la bonne mise en œuvre des exigences réglementaires dans le cadre des dispositifs de conformité.

Politique de conformité

La politique de conformité Groupe, rédigée en adéquation avec la stratégie globale des entités du Groupe KLESIA, est adoptée par l'AMSB. Elle est révisée annuellement.

Elle définit notamment :

- Les rôles et responsabilités des acteurs ;
- Les procédures et reportings mis en place ;
- Le rôle et les missions de la fonction de Vérification de la conformité.

B.6 Fonction Clé d'Audit Interne

B.6.1 Présentation de la Fonction Clé d'Audit Interne

La Fonction Clé d'Audit Interne du Groupe KLESIA, incluant l'entité KLESIA SA, assure une fonction de vérification indépendante et objective au sein de l'organisation. Elle constitue le troisième niveau du dispositif de contrôle interne.

La Fonction Clé d'Audit Interne évalue notamment l'adéquation et l'efficacité du système de contrôle interne et les autres éléments du système de gouvernance. Elle a pour objectif de donner à KLESIA SA une assurance sur le degré de maîtrise de ses opérations, lui apporter ses conseils pour les améliorer, et contribuer à créer de la valeur ajoutée.

L'activité d'audit interne s'inscrit dans le cadre d'une Politique d'audit interne Groupe qui définit la mission, le rôle et les responsabilités de la Fonction Clé d'Audit Interne, les modalités de sa gouvernance ainsi que les

responsabilités des différentes parties prenantes au processus d'audit interne. La politique est revue annuellement et est soumise à l'approbation du Directoire et du Conseil de Surveillance, après revue préalable par la Commission d'audit.

La Fonction Clé d'Audit Interne est exercée de manière objective et indépendante des fonctions opérationnelles. Les conclusions et recommandations de l'audit interne sont communiquées au Directoire et au Conseil de Surveillance, qui veillent à la bonne mise en œuvre des actions identifiées.

Il est à noter que la Fonction Clé d'Audit Interne a la faculté d'auditer l'ensemble des dispositifs mis en place, au sein des entités assurantielles du Groupe KLESIA y compris ses mutuelles substituées, ainsi qu'au sein des tiers réalisant des activités pour le compte de KLESIA (sous-traitants et partenaires). La Fonction Clé d'Audit Interne intervient sur tous les domaines ou processus administratifs, comptables et financiers, fonctionnels ou opérationnels.

B.6.2 Respect des exigences d'indépendance et d'objectivité

La nomination et le renouvellement du responsable de la Fonction Clé d'Audit Interne relèvent de la Direction Effective pour l'ensemble des entités assurantielles du Groupe et font l'objet d'une information au Conseil d'Administration ou de Surveillance selon les cas. Chaque personne exerçant cette fonction s'engage à respecter les principes fondamentaux énoncés dans le Code de Déontologie de l'IIA/IFACI.

La Fonction Clé d'Audit Interne doit pouvoir communiquer avec tous les membres de l'organisme ou du Groupe, accéder à toute l'information nécessaire à l'accomplissement de ses missions et disposer de l'indépendance nécessaire à la production d'un travail de qualité, exempt de conflits d'intérêts. L'indépendance de la Fonction Clé d'Audit Interne est notamment garantie par son rattachement à la Direction Générale, la nomination du responsable de la Fonction Clé par la Direction Effective, l'exercice d'aucune autre fonction opérationnelle, ou encore un accès direct et non restreint à la Commission d'audit.

B.6.3 Les missions de la Fonction Clé d'Audit Interne

Le titulaire de la Fonction Clé d'Audit Interne est chargé des missions suivantes :

- a) établir, mettre en œuvre et garder opérationnel un plan d'audit pluriannuel détaillant les travaux d'audit à conduire dans les années à venir, compte-tenu de l'ensemble des activités et de tout le système de gouvernance de l'entreprise d'assurance ou de réassurance ;
- b) adopter une approche fondée sur le risque lorsqu'elle fixe ses priorités ;
- c) communiquer le plan d'audit à l'organe d'administration de gestion ou de contrôle ;
- d) émettre des recommandations fondées sur le résultat des travaux conduits conformément au point a) et soumettre au moins une fois par an à l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle un rapport écrit contenant ses constatations et recommandations ;
- e) s'assurer du respect des décisions prises par l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle sur la base des recommandations visées au point précédent ;
- f) effectuer des audits non prévus par le plan d'audit

La Fonction Clé d'Audit Interne communique trimestriellement au Directoire sur l'avancement du plan annuel d'audit, sa mise en œuvre ainsi que sur le résultat des missions. Cette communication est notamment opérée à l'occasion des réunions trimestrielles organisées entre les Fonctions Clés et la Direction Effective.

Une communication périodique entre la Fonction Clé d'Audit Interne et chaque membre du COMEX est également programmée. Le Responsable de la Fonction Clé d'Audit Interne élabore un point de situation et d'échange sur le plan d'audit en cours et les missions à engager. Un examen des principaux constats et recommandations du périmètre est réalisé.

B.7 Fonction Clé Actuarielle

B.7.1 Objectifs et missions de la Fonction Clé Actuarielle

Comme présenté en section B.1.1, la Fonction Clé Actuarielle est une des quatre fonctions clés introduites par la Directive Solvabilité 2 s'intégrant et renforçant le système de gestion des risques de KLESIA.

Annuellement, la Fonction Clé Actuarielle rédige un rapport remis à l'organe d'administration et validé par le Conseil de Surveillance. Le rapport actuariel a vocation à :

- Documenter l'ensemble des travaux de revue du calcul des provisions techniques ;
- Rendre compte de l'avis sur la politique de souscription ;
- Emettre un avis sur les choix effectués en matière de réassurance.

B.7.2 Organisation et périmètre de la Fonction Clé Actuarielle

L'objectif du Groupe est d'associer pleinement la Fonction Clé Actuarielle à la gouvernance et au pilotage de KLESIA SA en garantissant le respect des caractéristiques d'indépendance et de responsabilité exigées par la réglementation. Le tableau ci-dessous synthétise les principales caractéristiques de l'organisation adoptée assurant son adéquation avec les exigences réglementaires :

Caractéristiques	Description
Un lien direct aux dirigeants effectifs et une participation à la mise en œuvre de la stratégie	Le responsable de la Fonction Clé Actuarielle exerce son activité sous l'autorité du Directeur Général et du Directeur Général Délégué. Il est également présent au Comité Exécutif (COMEX).
Un lien direct avec le Conseil de Surveillance	La Commission des Risques entend, directement et de sa propre initiative, chaque fois qu'il l'estime nécessaire et au moins une fois par an, le responsable de la Fonction Clé Actuarielle. Le Conseil de Surveillance peut renvoyer cette audition devant un comité spécialisé émanant de ce conseil.
Des compétences actuarielles et mathématiques suffisantes et la possibilité de réaliser ses travaux de manière libre et indépendante	Le responsable de la Fonction Clé Actuarielle est assisté dans ses fonctions par la Direction de la Surveillance Actuarielle, placé sous sa responsabilité directe et agissant de manière libre et indépendante vis-à-vis des équipes opérationnelles.
Une capacité d'alerte	Pour les situations nécessitant l'exercice d'alerte, la Fonction Clé Actuarielle prend contact directement avec le Président de la commission spécialisée, suivant le contexte, d'Audit ou des Risques. Ce dernier propose une réunion de crise, à l'issue de laquelle il peut proposer la réunion du Conseil de Surveillance en présence du responsable de la Fonction Clé Actuarielle.
Une communication biannuelle sur les travaux réalisés	Une revue intermédiaire des provisions techniques est adressée au Conseil de Surveillance pour la validation des comptes. Durant le second semestre, le responsable de la Fonction Clé Actuarielle rend compte de tous les travaux conduits durant l'année et figurant dans le rapport actuariel, ainsi que leurs résultats. Il indique clairement toute défaillance et émet des recommandations pour y remédier.

B.7.3 Mise en œuvre de la Fonction Clé Actuarielle

La mise en œuvre de la Fonction Clé Actuarielle s'articule autour de quatre thèmes principaux :

Contribution au système de gestion des risques

Participation à l'élaboration, à la mise en place et au suivi du plan de contrôles des risques techniques

La Fonction Clé Actuarielle prend part à la définition, à la mise en place et au suivi du plan de maîtrise des risques techniques du Groupe.

Dans le cadre de la coordination de l'activité de contrôle permanent de second niveau des risques techniques, la Fonction Clé Actuarielle, avec la Direction des Risques et sur la base des cartographies des risques, s'assure de la mise en place et du suivi du dispositif de contrôle des risques techniques liés au provisionnement, à la réassurance et aux activités de souscription.

Participation au processus ORSA

La Fonction Clé Actuarielle est sollicitée par la Direction des Risques lors de la réalisation d'ORSA, réguliers comme exceptionnels, notamment en contribuant à l'élaboration des hypothèses pour les stress tests.

Processus de production, de validation et de contrôle des provisions techniques

Au titre de la coordination du calcul des provisions techniques, la Fonction Clé Actuarielle est membre permanent du comité d'inventaire, chargé du pilotage des processus d'inventaire de production des calculs réglementaires de l'ensemble du Groupe.

L'évaluation des hypothèses, méthodologies et données utilisées pour le calcul des provisions techniques fait l'objet d'une revue annuelle de la part de la fonction actuarielle.

Processus de revue de la politique de souscription

La politique de souscription fait l'objet d'une revue annuelle de la part de la Fonction Clé Actuarielle qui évalue la cohérence et la pertinence de la politique mise en place et donne lieu à l'émission d'un avis quant à la suffisance des primes. Dans le cadre de cette mission, la Fonction Clé Actuarielle est intégrée à la comitologie relative à la souscription.

Processus de revue de la politique de réassurance

La politique de réassurance fait l'objet d'une revue annuelle de la part de la Fonction Clé Actuarielle qui donne lieu à l'émission d'un avis. En particulier, l'analyse fournie contient une analyse du caractère adéquat de la réassurance mise en place. Dans le cadre de cette mission, la Fonction Clé Actuarielle ou l'un de ses représentant est présent au comité réassurance dans lequel les programmes sont analysés.

B.8 Sous-Traitance

B.8.1 La Politique de sous-traitance

Une politique de sous-traitance est mise en place au sein des entités du Groupe KLESIA. Elle est validée par les conseils d'Administration ou de Surveillance des différentes entités. Ladite politique a pour objectif de décrire l'approche et les processus d'externalisation en détaillant notamment :

- les critères pour déterminer si une fonction ou activité opérationnelle est importante ou critique (un outil d'évaluation de la criticité a été mis en place) ;
- le processus de sélection d'un fournisseur de services d'un niveau de qualité adéquat ainsi que la méthode et la fréquence d'évaluation de ses réalisations et de ses résultats ;
- les détails à inclure dans l'accord écrit contractualisant la relation avec les sous-traitants, dont les plans d'urgence de l'entreprise et les stratégies de sortie pour les fonctions ou activités critiques ou importantes.

La politique s'adresse au Groupe KLESIA - composé de la SGAM (Société de Groupe d'Assurance Mutuelle), des entités solos de la SGAM, de KLESIA SA- et aux autres activités non assurantielles du Groupe.

B.8.2 Respect du cadre d'appétence au risque

En matière de sous-traitance, les entités du Groupe KLESIA font le choix d'utiliser prioritairement les ressources présentes au sein du Groupe, dès lors que les travaux concernés ont un caractère non exceptionnel.

Le recours à la sous-traitance a donc lieu :

- pour faire face à des charges exceptionnelles ;
- pour optimiser les coûts ;
- du fait de l'absence de compétences internes spécifiques ;
- quand il est jugé souhaitable de le faire pour disperser les risques associés à certaines tâches.

B.8.3 *Principales activités importantes ou critiques externalisées*

Les principales activités importantes ou critiques externalisées portent essentiellement sur la gestion des contrats, la gestion d'actifs, la gestion de l'infrastructure informatique, l'archivage.

En 2023, au sein du Groupe KLESIA, 69 sous-traitants sont recensés et cartographiés, 3 sont considérés comme critiques pour KLESIA SA.

B.8.4 *Un processus global de maîtrise de l'externalisation*

Un processus dédié à la maîtrise des activités externalisées est mis en œuvre. Il se compose des activités suivantes :

Sélection des sous-traitants

La sélection des sous-traitants repose sur la succession des étapes présentées ci-dessous lorsque la volonté d'externaliser une activité identifiée comme importante ou critique est émise :

- analyse préalable (expression de besoin, étude de faisabilité, appel d'offre...) ;
- achat et mise en concurrence du sous-traitant.

Ce processus permet notamment de vérifier que le sous-traitant sélectionné est doté des aptitudes, de la capacité et de tout agrément légal nécessaire pour exercer les activités requises de manière satisfaisante. Ainsi, en 2023, de nouveaux questionnaires ont été élaborés par la Direction des Risques afin de renforcer la connaissance et la maîtrise des risques liés à la sous-traitance. Ces questionnaires, portant sur les thèmes de la sécurité et résilience informatique, sont transmis au sous-traitant lors de l'appel d'offre et doivent être dûment complétés par le sous-traitant lors de son retour à l'appel d'offres.

Le cahier des charges remis aux soumissionnaires potentiels précise :

- le champ de la prestation ainsi que le niveau de qualité attendu ;
- les modalités d'examen des capacités, de la conformité à la réglementation et de l'absence de conflit d'intérêt ;
- l'obligation de continuité d'exploitation en cas de cessation définitive ou temporaire d'activité ;
- le refus ou les modalités d'acceptation de sous-traitants en cascade.

En cas d'externalisation d'une activité identifiée comme importante ou critique, le Groupe s'assure de l'existence des exigences réglementaires minimales suivantes :

- coopération du sous-traitant avec l'ACPR ;
- existence d'un dispositif de contrôle interne destiné à encadrer l'externalisation ;
- déclaration du sous-traitant à l'ACPR au moins 6 semaines avant le début de la prestation.

Dans tous les cas, le recours à un sous-traitant n'est autorisé qu'en cas de charge exceptionnelle, pour optimiser les coûts, pour compenser l'absence de compétences en interne et/ou dans une logique de dispersion des risques.

Contrôle, évaluation et supervision des sous-traitants

La Direction des Risques coordonne une supervision globale du pilotage des sous-traitants du Groupe. En revanche, la supervision opérationnelle est réalisée par les responsables des services / directions opérationnels qui sont responsables, sur leur périmètre, des travaux d'analyse des risques de sous-traitance, de la Surveillance, du suivi, des contrôles, reportings et alertes en cas d'incident majeur. Dans ce cadre, ils utilisent les outils mis à leur disposition : les indicateurs et tableaux de bord, les résultats de contrôles réalisés par le sous-traitant, l'exécution de contrôles de 2nd niveau de 1^{ère} ligne de défense KLESIA et le cas échéant les incidents et les plans de maîtrise des risques.

Par ailleurs, dans le cadre du suivi général de la sous-traitance, un système d'évaluation continue est déployé par les coordinateurs d'activités opérationnelles et permet :

- de s'assurer que les prestations sont réalisées conformément aux obligations du Groupe KLESIA ;
- de s'assurer du respect du contrat ;
- de mettre en place un plan d'actions le cas échéant ;
- d'appliquer les pénalités associées à chaque dysfonctionnement ;
- de suivre la tenue et la réalisation de plans d'actions ayant pu être actés.

Enfin, tel qu'indiqué dans la politique de sous-traitance, les informations issues des reportings ainsi que les résultats d'évaluation continue sont partagés et analysés trimestriellement lors des revues d'activité et revues de processus au sein des comités afférents.

Dans le cadre du pilotage centralisé, des comités sous-traitance sont tenus pour chaque typologie de sous-traitants critiques, à savoir *déléгатaires de gestion*, les *gestionnaires d'actifs* et les *infogérants IT et autres*. Ces comités, organisés trimestriellement par la Direction des Risques, ont pour objectif de piloter les risques portés par la sous-traitance, s'assurer de la cohérence des cartographies des risques et référentiels des sous-traitants, suivre les incidents, les plans d'actions et informer les parties prenantes des projets d'externalisations. Chaque responsable opérationnel de sous-traitants participe au comité correspondant. Les directions opérationnelles sont responsables des contrôles de premier niveau, assurant ainsi la première ligne de défense. La deuxième ligne de défense est assurée par la Direction des Risques et la troisième par la Direction de l'Audit Interne.

L'exercice 2023 a également été marqué par le renforcement de la maîtrise des risques émanant des sous-traitants critiques :

- La méthodologie d'évaluation de la criticité des sous-traitants a été affinée, notamment en rajoutant un nouveau critère qualitatif pour les déléгатaires de gestion ;
- La méthodologie d'évaluation de la criticité des déléгатaires de gestion a été harmonisée entre la direction des risques et la direction de la gestion déléguée ;
- De nouveaux critères d'évaluation continue de sous-traitants critiques ont été déployés en matière de conformité, contrôle interne et cybersécurité / SSI, mais également sur la qualité de la relation entretenue avec chaque sous-traitant, tout en sachant que ces indicateurs s'affineront dès qu'ils seront implémentés (en 2022) ;
- Des analyses ont été menées sur les rapports ISAE 3402 fournis par les sous-traitants critiques sur le volet « Sécurité des systèmes d'information » ;
- Des audits portant sur la sécurité des systèmes d'information ont été menés chez les infogérants identifiés comme critiques ;
- Le référentiel des sous-traitants a été mis à jour ;
- Une note de procédure propre au pilotage des sous-traitants a été formalisée ;
- Un suivi des contrats et avenants signés avec les sous-traitants critiques a été initié ;
 - Un comité d'escalade a été initié en fin d'année 2022 afin de mieux suivre les recommandations et les plans d'actions associés.

C Profil de risques

C.1 Risque de souscription

C.1.1 Exposition au risque de souscription

L'activité Vie de KLESIA SA est constituée des garanties Décès, Rentes Education, Rente Conjoint, Frais d'Obsèques. Son activité Non-Vie est constituée des garanties Incapacité, Invalidité, Mensualisation, Dépendance, Santé, Décès Non-Vie (Décès accident) et Indemnités Journalières Hospitalières.

Exposition - Chiffre d'affaires et Best Estimate

Le chiffre d'affaires brut d'assurance de KLESIA SA s'élève en 2023 à 870,0 M€ et se décompose par risque dans le tableau ci-dessous. S'agissant du Best Estimate total net de réassurance, représentant les engagements au 31.12.2023 (Cf. Section D pour plus de détails) par garantie et par Lob, il s'élève à 890,5 M€ :

Garanties	CA (en M€)	BE Net de réassurance (en M€)
Décès/Décès Viager	118,5	133,9
Dépendance	0,3	1,0
Inaptitude	10,7	31,1
Rentes éducation / conjoint	3,8	80,0
Santé/GAV/Incapacité/Invalidité	736,6	644,5
Total	870,0	890,5

LoB S2	CA (en M€)	BE Net de réassurance (en M€)
Assurance de protection du revenu	247,3	245,7
Assurance des frais médicaux	489,4	-26,1
Réassurance santé	10,9	414,8
Réassurance vie	122,4	256,1
Total	870,0	890,5

C.1.2 Concentration associée au risque de souscription

Montant du capital de solvabilité requis

L'exigence de capital requis (SCR) par la réglementation est un indicateur de risques pertinent pour identifier les zones de risques les plus importantes du portefeuille. Le tableau ci-dessous illustre la valeur de l'ensemble des SCR et leurs contributions brutes de diversification dans le SCR global :

Module de risques	SCR 2023 (en M€)	Contribution SCR 2023
SCR Souscription Santé	233,2	59%
SCR Souscription Non Vie	0,0	0%
SCR Souscription Vie	56,0	14%
SCR Marché	70,2	18%
SCR Contrepartie	12,5	3%
SCR Opérationnel	26,4	7%
SCR Global	301,4	

Les SCR les plus importants sont les SCR de Souscription Santé (contribution brute de 59%), le SCR de Marché (contribution brute de 18%) et le SCR de Souscription Vie (contribution brute de 14%).

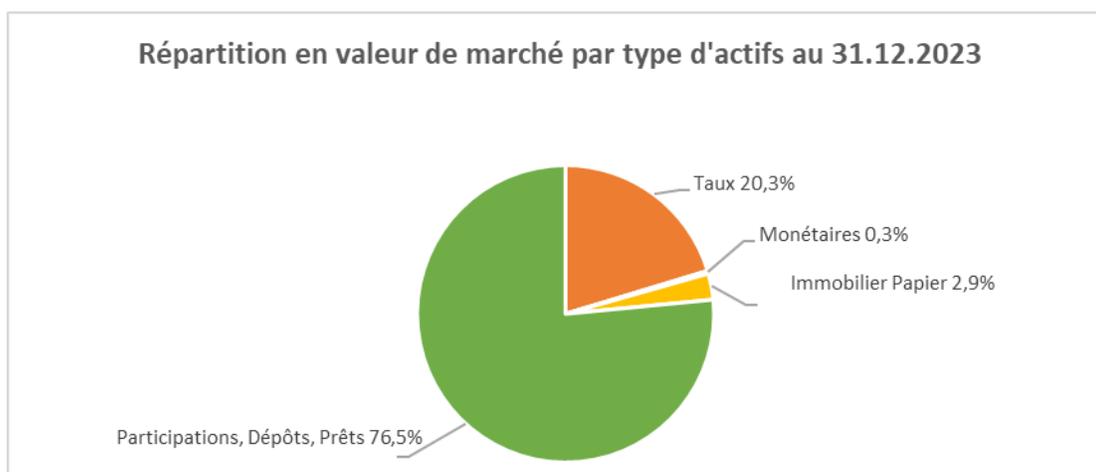
C.1.3 Mécanismes d'atténuation du risque

Politique de souscription

Conformément aux exigences réglementaires, une politique de souscription a été définie au sein de KLESIA SA précisant notamment le type de risque que l'entreprise accepte, les risques découlant des engagements d'assurance des cédantes et la comitologie associée.

C.2 Risque de marché

C.2.1 L'exposition au risque de marché



La détention de l'ensemble de ces actifs génère différents types de risques de marché (Cf. Tableau ci-dessous). Ces derniers sont pris en compte dans le calcul de l'exigence de capital requis, excepté le risque de spread associé aux obligations gouvernementales et le risque de liquidité. Toutefois, dans le cadre de l'ORSA, KLESIA SA a mené des études conduisant à valider la suffisance du SCR estimé à l'aide de la formule standard.

Classe d'actifs	Baisse des actions	Hausse / baisse des taux	Baisse de l'immobilier	Hausse / baisse taux de change	Dégradation de la notation	Concentration	Liquidité
Actions	x			x		x	
Obligations		x		x	x	x	
Immobilier			x	x		x	
Fonds d'investissement	x	x	x	x	x	x	
FS / Non FS					x		x

C.2.2 Concentration associée au risque de marché

Le SCR de marché de KLESIA SA baisse entre 2022 et 2023 sous l'effet de la baisse des taux – (baisse du risque de taux), la position d'attente en cash – non réinvestissement en obligations (baisse du SCR de spread) et baisse de la valeur de l'immobilier (baisse du SCR immobilier).

Le tableau ci-dessous donne des précisions sur chaque type de risque de marché :

Risques	Description
Risque de taux	KLESIA SA a l'habitude de porter à maturité les instruments obligataires qu'elle détient. La mesure de l'exposition de ce risque est déterminée par la sensibilité qui permet d'évaluer la perte de valeur éventuelle des titres. L'adéquation des durations des actifs et des passifs permet de limiter le risque de taux.
Risque actions	Ces actifs, ainsi que les titres dynamiques soumis aux aléas des marchés, présentent une volatilité pouvant amener à une perte de valeur en capital. Pour mesurer ce risque, un suivi régulier des cours des actions permet d'établir de manière mensuelle une estimation des pertes éventuelles pouvant subvenir en cas de recul prononcé des marchés.
Risque immobilier	Les placements en immobilier sont représentés par les participations dans des fonds pierre-papier
Risque de défaut	Un indicateur de risque, la durée, définit la durée de vie moyenne des valeurs de taux et vise à se prémunir contre un risque de défaut éventuel d'un émetteur, en complément de la sélectivité des titres souscrits. La durée est de 5.9 années

C.2.3 Les mécanismes d'atténuation du risque de marché

L'entité s'impose plusieurs règles permettant de limiter le risque de marché :

- **Des règles de dispersion** : par exemple, un émetteur non gouvernemental ne peut représenter plus de 5% de l'actif sous gestion s'il est noté en catégorie A, pas plus de 2,5% s'il est noté en catégorie BBB.
- **Des limites d'investissement** par émetteur gouvernemental noté en BBB sont définies.
- Les OPCVM ne peuvent en outre représenter à titre individuel plus de 5% des fonds sous gestion.

KLESIA SA s'interdit de recourir aux produits dérivés et structurés. La société achète marginalement des obligations indexées sur l'inflation. Les écarts de durée entre l'actif et le passif sont fermés, réduisant par ailleurs le risque de réinvestissement.

C.3 Risque de contrepartie

Le risque de contrepartie reflète les pertes possibles que pourrait entraîner le défaut inattendu, ou la détérioration de la qualité de crédit, des contreparties et débiteurs de l'entreprise durant les 12 mois à venir. Pour ce risque, il est nécessaire de distinguer 3 types d'expositions :

Type	Description	Composition
Etat	Créances et dettes envers l'Etat et les organismes publics.	Ensemble des dettes et créances sur l'Etat et les organismes publics (caisses URSSAF, RSI, etc.).
Type 1	Créances non diversifiables, pour lesquelles la contrepartie est susceptible d'avoir un rating.	Les tiers retenus dans cette catégorie sont : <ul style="list-style-type: none"> • Les réassureurs et dépôts espèces des réassureurs ; • Les banques ; • L'ensemble des tiers appartenant au Groupe KLESIA.
Type 2	Créances largement diversifiées et pour lesquelles les contreparties ne sont généralement pas notées.	Moins de 3 mois <ul style="list-style-type: none"> • Créances sur les adhérents identifiés dans les systèmes internes comme datant de plus de 3 mois et les provisions qui y sont relatives ; • Les fonds de roulements des délégataires ;
		Plus de 3 mois <ul style="list-style-type: none"> • Les dettes et créances connues pour leur antériorité ; • L'ensemble des créances non précédemment qualifiées.

Dans le cadre du calcul du risque de contrepartie, l'ensemble des créances ont fait l'objet d'une ventilation (dépôts auprès des cédantes, créances nées d'opérations de réassurance, autres créances hors assurance, trésorerie et équivalent de trésorerie et enfin, autres actifs).

Le risque de contrepartie de KLESIA SA correspond à un choc de contrepartie fixé à 49%, appliqué à la rémunération des créances des entités cédantes :

SCR de contrepartie (en M€)	2023
Contreparties de type 1	12,5
Contreparties de type 2	0,0
Diversification	0,0
Total	12,5

Le SCR de contrepartie étant un choc appliqué à la rémunération des cédantes, il n'y a donc pas de mécanisme spécifique d'atténuation du risque de contrepartie.

C.4 Risque de liquidité

KLESIA SA est exposée en non cotée sur 4 fonds pierre papier pour un montant de 41.4M€ (12.1% des actifs en face des fonds propres). Le reste des actifs est considéré comme liquide (actions et dettes cotées, monétaire).

C.5 Risque opérationnel

C.5.1 L'exposition au risque opérationnel

KLESIA SA, à l'instar de l'ensemble des entreprises d'assurance, est soumise à un risque opérationnel pouvant être de différentes natures (attaques informatiques, défaillance d'un sous-traitant ou encore non-respect des obligations réglementaires). Afin d'étudier son risque opérationnel, KLESIA SA a construit une cartographie de risques conduisant à l'identification de quatre filières de risques majeurs :

- traitement et procédure ;
- sécurité et systèmes d'information ;
- produits et relations clients ;
- fraudes internes et externes.

C.5.2 Quantification du risque opérationnel

Approche réglementaire

L'approche retenue dans le cadre de la Formule Standard consiste à définir un montant forfaitaire à appliquer d'une part à l'exposition (primes brutes), d'autre part à la valeur des provisions techniques brutes de réassurance.

Approche spécifique

Des travaux de quantification de scénarios de choc sur le risque opérationnel ont été menés afin de juger du caractère suffisant de la Formule Standard. Ainsi, un scénario a été identifié à dire d'experts par la Direction des Risques à partir de l'analyse du profil de risques opérationnels de KLESIA SA et des risques opérationnels les plus critiques issus des cartographies de risques.

Ce risque a ensuite été quantifié : en l'absence d'un historique de pertes opérationnelles suffisamment étoffé pour construire une distribution de pertes, les paramètres de calcul ont été déterminés en faisant en sorte qu'ils soient les plus « réalistes et plausibles » possibles.

Afin d'atténuer le coût de ce scénario de risques opérationnels, la police d'assurance du Groupe est prise en compte dans sa quantification.

C.5.3 Mécanismes d'atténuation des risques

Les quatre principes de traitement du risque

Le traitement du risque se base sur les résultats d'analyse et de mesure de risque. Le positionnement du risque sur la cartographie des risques définit le traitement à mettre en œuvre. Les différents traitements applicables peuvent être classés en quatre typologies distinctes, présentées dans le tableau ci-dessous :

Principe	Description
La réduction ou l'atténuation du risque	La réduction ou atténuation des risques consiste à mettre en œuvre des actions en vue d'améliorer le dispositif de maîtrise des risques de l'activité. Ces actions vont avoir un effet sur les impacts du risque et/ou sur sa probabilité de survenance.
Le transfert du risques	Le transfert du risque comprend le transfert total ou partiel des conséquences financières, en cas de survenance du risque, chez un assureur.
L'évitement du risque	L'évitement du risque peut consister, par exemple à l'éviter en refusant d'y être exposé par la suppression d'une activité.
La rétention (ou l'acceptation) du risque	La rétention du risque consiste à accepter le risque et à ne pas agir sur ce dernier et à optimiser son dispositif de Surveillance. L'acceptation du risque doit être proposée par les responsables d'activité et validée par leurs directeurs.

Gestion spécifique des risques émergents

Plusieurs processus ont été mis en place afin de s'assurer de la maîtrise de ces risques. Les principaux processus sont illustrés dans le tableau ci-dessous :

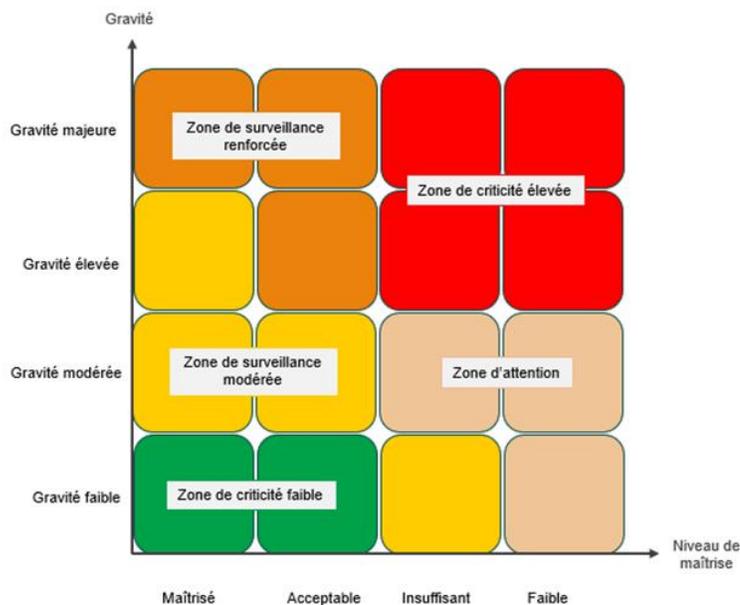
Processus de maîtrise du risque	Description
Processus d'identification	Ce processus contribue à cibler les attaques informatiques, piratages, demandes de rançons ou arnaques. En particulier, les attaques par « phishing » font l'objet d'un suivi particulier.
Plan d'action triennal de sécurité	Ce plan est établi dans le but de définir l'ensemble des étapes à suivre permettant de converger vers un processus cible adapté au Groupe KLESIA.
Processus de suivi de l'ensemble des risques	Un tableau de bord est mis à jour de manière continue afin d'identifier la matérialisation d'un risque émergent majeur.
Processus de réaction aux incidents	La mise en place d'une cellule de crises à géométrie variable est prévue en cas de matérialisation d'un risque.

C.6 Autres risques

KLESIA SA effectue une classification des risques selon deux critères (Cf. Graphique ci-après) : leur criticité et l'évaluation des moyens de maîtrise en place. Plus précisément :

- L'évaluation de la gravité du risque est réalisée par le croisement de la probabilité d'occurrence d'un événement et de ses impacts potentiels, selon une échelle de notation allant de « faible » à « critique » ;
- L'évaluation des moyens de maîtrise associés à chaque risque est réalisée selon une échelle allant de « maîtrisé » à « faible ».

Critère de classement des risques



C.6.1 Risques réglementaires

Les risques réglementaires correspondent au risque de perte engendrée par l'évolution potentielle de l'environnement légal. Le tableau suivant décrit les principaux risques retenus par KLESIA SA pour cette catégorie auxquels KLESIA SA est exposé directement ou via les risques des cédantes :

Intitulé du risque	Description
RGPD	<p>Le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) a renforcé les droits des personnes et la sécurité des données et à ce titre a impacté directement le Groupe KLESIA. À ce titre les procédures adéquates relatives notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- Aux droits des personnes ;- Aux violations de données ;- Aux délais de conservation des données ;- À la complétion du registre des traitements ;- À la mise en œuvre des AIPD ;- Au respect du Privacy by Design et By default dans les projets SI ; <p>ont été créées/ mises à jour.</p>

C.6.2 Risques portés par les instruments financiers

L'entreprise a recours à des instruments simples : obligations cotées principalement européennes (un peu d'US), opc actions cotées principalement européennes (un peu d'US), fonds de dette et fonds immobilier (français ou européens). L'entreprise s'interdit les produits complexes : notamment dérivés et structurés, ainsi que tout fonds de fonds. L'entreprise ne prend pas de risque de change.

L'objectif de l'entreprise est d'obtenir un rendement comptable régulier de l'ordre de 2% à 3% à travers le cycle.

- La poche obligataire gérée en mandat a pour objectif un rendement comptable récurrent de l'ordre de 2.5% à travers le cycle
- La poche action gérée en opc a pour objectif un rendement comptable récurrent de l'ordre de 3% à 4%
- La poche non cotée gérée en direct via la sélection de fonds a pour objectif un rendement comptable récurrent de l'ordre de 4%

L'allocation par classe d'actifs est validée par les Conseils d'Administration/de Surveillance au T4 de l'année N-1 pour application au 1er janvier de l'année suivante. Elle est encadrée par la politique d'investissement et la politique gestion actif passif. Sa bonne application est suivie de manière trimestrielle en comité d'investissement.

C.7 Dépendances aux risques

La dépendance entre les risques est déterminée sur la base de la formule standard en prenant compte les matrices de corrélation correspondantes.

D Valorisation

D.1 Actifs

D.1.1 Placements

Valorisation des Placements (yc créance Generali)	Valeur nette comptable M€ (1)	Valeur de Marché M€ (yc coupons courus)	%
Actifs financiers	358,7	319,7	23,5%
dont Actions	0,0	0,0	0,0%
dont Taux	314,8	276,8	20,3%
dont Monétaires	4,0	4,0	0,3%
dont Immobilier Papier	39,9	38,9	2,9%
Immobilier	0,0	0,0	0,0%
Participations, Dépôts, Prêts	1 042,3	1 042,4	76,5%
Total des actifs gérés	1 401,0	1 362,1	100,0%

(1) Actif Net (hors surcote décote)

Valorisation des Placements (hors créance Generali)	Valeur nette comptable M€ (1)	Valeur de Marché M€ (yc coupons courus)	%
Actifs financiers	358,7	319,7	100,0%
dont Actions	0,0	0,0	0,0%
dont Taux	314,8	276,8	86,6%
dont Monétaires	4,0	4,0	1,2%
dont Immobilier Papier	39,9	38,9	12,2%
Immobilier	0,0	0,0	0,0%
Participations, Dépôts, Prêts	0,0	0,1	0,0%
Total des actifs gérés	358,7	319,8	100,0%

(1) Actif Net (hors surcote décote)

Commentaires :

- **Portefeuille obligataire** : le portefeuille de titres obligataires en direct, d'une valeur globale de 314,8 M€ au 31.12.2023 représente 86,6% des actifs.
- **Portefeuille actions** : nul au 31.12.2023 ;
- **Monétaire** : les liquidités représentent 1,2% des actifs au 31.12.2023
- **Immobilier** : les actifs immobiliers détenus par KLESIA SA représentent 12,2% des actifs gérés, sous forme de pierre papier.

A fin 2023 les moins-values latentes s'élèvent à -38,9 M€, portées essentiellement par la poche obligataire.

Règles de valorisation et écarts de valorisation avec les comptes sociaux

Actions, obligations et OPCVM

Les valeurs négociées sur un marché réglementé sont évaluées sur la base du cours de clôture de la place de référence de l'émetteur ou à défaut sur la place principale de cotation. En l'absence de cours au jour de la valorisation, l'évaluation s'effectue sur la base du dernier cours connu ou selon une procédure préétablie en cas de cours ancien, cours datant de 5, 10, 90 jours selon le type de l'actif. Lorsque les derniers cours sont anciens, il est procédé à une valorisation dite manuelle par recherche d'un contributeur restituant une évaluation la plus fréquente possible sur la valeur étudiée. Les OPCVM sont transparisés au format de place Ampère.

Les titres financiers sont principalement évalués (95%) sur la base des cours extraits de la base de données FINALIM de SIX-GROUP en fonction de leur place de cotation, ces données étant complétées, le cas échéant, par les cours issus de la base de données BLOOMBERG.

Les participations stratégiques éventuelles

Elles sont évaluées sur la base de la valeur de l'actif net.

Fonds non cotés

Les valeurs liquidatives retenues sont celles fournies par les valorisateurs des fonds et validées par les commissaires aux comptes de ces derniers. Le principe est le même pour les fonds immobiliers.

Patrimoine immobilier

Le patrimoine immobilier, détenu via les SCI ou en direct, fait l'objet d'une évaluation annuelle et d'une estimation quinquennale effectuée par un expert agréé par l'ACPR. Les valeurs de ces expertises sont retenues dans le bilan prudentiel.

Dans les comptes sociaux, les approches de comptabilisation sont différentes. Le tableau ci-dessous les synthétise :

Catégorie d'actifs	Approche retenue
Actions	Les actions cotées et non cotées sont enregistrées à leur coût d'acquisition, sur la base du prix d'achat, hors frais de négociation, hors revenus courus et nettes de provisions le cas échéant.
Obligations	Les obligations sont enregistrées à leur coût d'acquisition hors coupon couru. Le cas échéant, la différence entre le coût d'acquisition et la valeur de remboursement est amortie sur la durée résiduelle des titres
OPCVM, fonds non cotés et immobiliers	Les parts détenues dans des OPCVM ou des fonds non cotés – y compris immobilier - sont enregistrées à leur coût d'acquisition, sur la base du prix d'achat, hors frais de négociation et nettes de provisions le cas échéant.
Patrimoine Immobilier	S'agissant des comptes sociaux, les biens immobiliers sont enregistrés à leur valeur d'acquisition, augmentée éventuellement des travaux de construction et d'aménagement.
Créance du partenariat	La créance est égale au montant des provisions cédées par les entités réassurées (dans le cadre du partenariat avec Generali) à la clôture de l'exercice diminués du montant des PANES cédées à cette même clôture.

D.1.2 Provisions techniques cédées

KLESIA SA ne faisant pas appel à de la réassurance proportionnelle, il y a donc peu de provisions techniques cédées. Cette dernière porte exclusivement sur le traité Stop Loss.

(en M€)	BE provisions cession	BE primes cession	BE total cession
Vie	0,0	-0,5	-0,5
Total	0,0	-0,5	-0,5

D.1.3 Impôts différés d'actifs

Les actifs et les passifs d'impôts différés ont été compensés conformément aux dispositions réglementaires. L'actif d'impôt différé net n'a pas été activé pour KLESIA SA en normes prudentielles.

D.1.4 Autres actifs

Le tableau ci-dessous synthétise la valeur des autres actifs détenus par KLESIA SA au 31.12.2023 :

Autres Actif (M€)	Valeur Solvabilité 2	Valeur Comptes sociaux
Créances nées d'opérations d'assurance	0,0	0,0
Créances nées d'opérations de réassurance	1,9	371,5
Autres créances	0,6	0,6
Trésorerie	0,1	0,1
Total	2,6	372,3

Les autres actifs de KLESIA SA sont inscrits au bilan prudentiel pour leur valeur comptable en application du paragraphe 4 de l'article 9 du Règlement Délégué 2015/35.

D.2 Provisions techniques

La classification dite « Line of Business - LoB » des risques assurantiels est définie dans la Directive Européenne Solvabilité II du 25 novembre 2009.

Les garanties et risques réassurés par KLESIA SA et la classification associée sont résumés dans le tableau ci-dessous :

Direct/Acceptation	Libellé Classification	Garantie	Line of Business
Acceptation	Santé NSLT	DA_U_Hospil-Incapacité	Assurance de protection du revenu
		Santé	Assurance des frais médicaux
	Santé SLT	Inaptitude-Invalidité-Dépendance	Réassurance santé
	Vie	Décès-Décès Viager-Rentes éducation/Conjoint	Réassurance vie

Le tableau suivant synthétise, par ligne d'activité, les montants des provisions techniques de KLESIA SA au 31.12.2023 :

Type de garantie	LoB	BE brut (en M€)	BE cédé (en M€)	BE net (en M€)(1)	Marge de Risque (en M€)(2)	Provisions Techniques S2 (1+2)
Vie	Réassurance vie	255,7	-0,5	256,1	9,7	265,8
Santé NSLT	Assurance de protection du revenu	245,7	0,0	245,7	24,2	269,9
	Assurance des frais médicaux	-26,1	0,0	-26,1	16,7	-9,5
Santé SLT	Réassurance santé	414,8	0,0	414,8	2,5	417,3
Total		890,0	-0,5	890,5	53,1	943,6

Le BE Net évolue de 793,3 M€ en 2022 à 890,5 M€ en 2023 principalement sous l'effet de la courbe des taux. La marge de risque est en augmentation (41,2 M€ en 2022 versus 53,1 M€ en 2023), en lien avec la hausse des SCR concernés.

Les paragraphes suivants détaillent les méthodologies retenues pour le calcul de la meilleure estimation des engagements et de la marge de risques en normes « Solvabilité 2 » ainsi que les montants obtenus par ligne d'activité. En particulier, une comparaison des montants SI et SII est documentée dans un paragraphe dédié.

D.2.1 Méthode de valorisation des provisions techniques S2

Calcul de la meilleure estimation des provisions pour sinistres et des provisions pour primes

Best Estimate de Provision (BE)

Le BE de provisions correspond à l'écoulement des flux futurs liés aux sinistres déjà survenus à la date d'arrêt mais non encore réglés. La valeur de ces flux futurs est estimée à partir de méthodes actuarielles classiques appliquées à des groupes de risques homogènes au sein de chaque ligne d'activité. Ainsi, les provisions mathématiques de rentes sont par exemple obtenues en probabilisant l'ensemble des arrérages futurs à verser avec une table de mortalité et selon la typologie de la rente (viagère ou temporaire, avec ou sans revalorisation).

A noter depuis 2022 : la projection des réserves jusqu'à extinction des engagements dans le cadre de la continuité de l'activité.

Best Estimate de primes – Engagements futurs

Le BE de primes correspond à la valeur actuelle des flux futurs liés aux sinistres non encore survenus pour lesquels KLESIA SA est engagée à la date d'arrêt.

La méthode retenue pour l'estimation du BE de primes de KLESIA SA est celle proposée dans les Actes Délégués.

Best Estimate de frais

Pour chaque LoB, les frais futurs ont été modélisés par destination, en tenant compte de l'hypothèse de continuité d'activité. Sur la base des frais 2023, la projection a été réalisée comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Nature : Commissions	Les commissions non incluses dans la destination frais de gestion de sinistres ont été projetées en fonction des cotisations
Type : Frais récurrents (Administration / produits et charges techniques)	Les frais récurrents ont été répartis par destination entre frais fixes et frais variables selon la nature de ces frais : <ul style="list-style-type: none"> • Les frais récurrents de type « variable » ont été projetés en fonction des cotisations • Les frais récurrents de type « fixe » ont été projetés en fonction des cotisations et prestations.

Type : Frais non récurrents (dont Acquisition)	Les frais non récurrents correspondent aux projets transverses et aux frais liés aux activités commerciales. Ils n'ont pas été projetés en considérant que ces frais étaient supportés par les primes futures liées aux contrats futurs.
Frais de gestion des placements	Les frais de gestion des placements ont été projetés en fonction du montant d'actif géré.

Résultats obtenus

Les résultats obtenus en projetant l'intégralité des flux futurs probables bruts sont les suivants (BE bruts en M€) :

Type de garantie	LoB	BE Provisions (en M€)	BE Primes (en M€)	BE Total (en M€)
Vie	Réassurance vie	325,4	-69,8	255,7
Santé NSLT	Assurance de protection du revenu	329,1	-83,4	245,7
	Assurance des frais médicaux	159,7	-185,8	-26,1
Santé SLT	Réassurance santé	417,3	-2,5	414,8
Total		1 231,5	-341,5	890,0

La répartition par Lob et type de garantie et celle entre BE de Primes et Provisions reste globalement stable entre 2022 et 2023.

Marge pour risque

La marge pour risque est calculée de façon à ce que la valeur des provisions techniques S2 corresponde au montant qu'une entreprise d'assurance demanderait pour reprendre et honorer les engagements de KLESIA SA. La marge pour risque, qui s'ajoute aux BE au passif du bilan prudentiel, correspond ainsi au coût d'immobilisation d'un montant de fonds propres égal au capital de solvabilité requis. Le taux correspondant au coût du capital est fixé par la réglementation à 6%.

Le calcul de la marge pour risque est effectué par projection des SCR (souscription, opérationnel et défaut) jusqu'à extinction des portefeuilles (en situation de run off).

Classification	Lob	RM (en M€)
Vie	Réassurance vie	9,7
Santé NSLT	Assurance de protection du revenu	24,2
	Assurance des frais médicaux	16,7
Santé SLT	Réassurance santé	2,5
Total		53,1

A noter une augmentation de la marge pour risque de 12,1 M€ en cohérence avec la hausse du SCR passif.

Informations complémentaires

Référentiel retenu pour l'exercice 2023 et principales hypothèses

Le tableau ci-dessous présente le référentiel et les principales hypothèses retenues pour l'exercice 2023

Spécifications techniques	Les calculs de provisions BE sont effectués sur la base du règlement délégué (UE) 2015/35
Courbe d'actualisation	La courbe utilisée est la courbe transmise par l'EIOPA pour la collecte de 2023. La courbe retenue est celle avec « Volatility adjustment ». Tous les flux sont actualisés en milieu d'année. Dans le cadre notamment du recours à la volatility adjustment (VA), un suivi de la liquidité de l'entité est assuré.
Type de scénario	Calculs effectués en scénario central de chocs pour les risques santé similaire à la vie et pour les risques vie.
Durée de projection	Les flux ont été projetés jusqu'à extinction du portefeuille. Par conséquent les provisions à horizon de la durée de projection sont nulles.
Maille de calcul	Les calculs doivent à minima être effectués par Line of Business définie précédemment. La maille de calcul retenue est la suivante (<i>détaillée dans la cartographie en Annexe 1</i>) : <ul style="list-style-type: none"> • Segment (portefeuille) ; • Direct / Acceptation ; • Risque (Groupe homogène).

D.2.2 Evolutions N-1 / N

Type de garantie	LoB	Provisions Techniques S2* 2023 (en M€)	Provisions Techniques S2* 2022 (en M€)	Variation
Vie	Réassurance vie	265,8	245,4	8,3%
Santé NSLT	Assurance de protection du revenu	269,9	217,3	24,2%
	Assurance des frais médicaux	-9,5	0,0	ns
Santé SLT	Réassurance santé	417,3	371,9	12,2%
Total		943,6	834,6	13,1%

*Provisions Techniques S2 Nettes + Marge de risque

Les provisions techniques S2 sont en hausse de 13,1% par rapport à 2022, principalement en raison de la baisse de la courbe des taux et d'un effet volume d'activités.

D.2.3 Principales différences entre provisions techniques S2 et S1

Le tableau ci-dessous présente, par ligne d'activité, les provisions S2 bruts de réassurance et hors marge de risques et les provisions S1.

Branche	LoB	Provisions Techniques S1 (en M€)	BE (en M€)	Différence
Santé NSLT	Assurance de protection du revenu	595,3	245,7	-58,7%
	Assurance des frais médicaux	166,8	-26,1	-115,7%
Santé SLT	Réassurance santé	304,2	414,8	36,4%
Vie	Réassurance vie	336,1	255,7	-23,9%
Total		1 402,4	890,0	-36,5%

Les principaux paramètres engendrant des écarts entre les provisions S1 et les BE S2 sont les suivants :

- **Marge de prudence** : les provisions S2 correspondent à la meilleure estimation des flux futurs de trésorerie, et n'intègrent donc pas de marge de prudence comme les provisions en normes sociales

- **Courbe d'actualisation** : en normes S2, les flux futurs sont actualisés sur tous les types de flux à l'aide de la courbe EIOPA avec Volatility adjustment. A l'inverse, les provisions relatives aux comptes sociaux ne sont pas toutes actualisées, et les taux techniques sont utilisés lorsqu'il y a actualisation.
- **BE de primes** : un BE de primes est déterminé en normes S2 comme explicité supra.
- **Frais** : la méthode de comptabilisation des frais.

Ci-dessous les explications de passage des provisions brutes des comptes sociaux S1 au Best Estimate :

Branche	Santé NSLT		Santé SLT	Vie	Total
	Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	Réassurance santé	Réassurance vie	
LoB					
Provisions S1 hors frais	164,2	411,7	467,9	358,5	1 402,4
Impact Taux et revalorisation	-12,5	-52,5	-55,6	-56,5	-177,0
Marge de prudence	-1,7	-19,5	-0,7	-19,1	-40,9
Ecart de modélisation PE	10,0	0,0	-4,4	64,8	70,5
Ventilation viager	-1,5	0,0	-1,8	-19,9	-23,2
Résiduel	1,0	-11,1	11,4	-3,4	-2,1
BE sinistres Brut hors frais	159,5	328,7	416,9	324,4	1 229,6

Marge technique N+1*	-77,7	-8,8	-3,2	-46,7	-136,5
Impact Taux et revalorisation	3,5	-17,1	-1,4	-15,7	-30,6
PANE	-208,9	-96,3	-2,1	-54,2	-361,6
Ventilation viager	1,5	0,0	1,8	19,9	23,2
Résiduel	-0,5	-2,0	0,0	4,4	1,9
BE primes hors frais	-282,1	-124,2	-5,0	-92,2	-503,5

* Retraitée du résultat viager, des boni et des variations de PE et PRE

Frais S1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
BE sinistres passés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
BE placements	0,1	0,3	0,2	0,3	0,9
BE frais futurs	101,2	42,6	3,0	22,3	169,1
Impact Taux et revalorisation	-4,8	-1,7	-0,4	0,9	-6,1
BE frais	96,4	41,2	2,8	23,5	163,9

Le passage des provisions en normes sociales à la norme S2 est porté par quatre effets principaux :

- Des Boni pour -40,9 M€ dont la majorité sont répartis entre la Lob Assurance de protection du revenu et la Lob Réassurance Vie ;
- L'effet Impact Taux pour -177,0 M€ ;
- Les écarts de modélisation des réserves pour 70,5 M€
- Le reclassement du périmètre viager en BE de prime pour -23,2 M€ essentiellement en Lob Réassurance Vie

Le passage de la marge N+1 retraitée au BE de primes est expliqué par l'impact courbe des taux pour -30,6 M€ essentiellement porté par la Lob Assurance de protection du revenu et la Lob Réassurance Vie, par l'intégration du viager dans le BE de Primes pour 23,2 M€ principalement en Lob Réassurance Vie et le retraitement des PANE pour -361,6 M€ dont les deux tiers concernent la Lob Assurance des frais médicaux.

Le BE de frais est porté par le BE de sinistres futurs pour 169,1 M€, et un impact taux de -6,1 M€.

D.2.4 Informations sur les effets des mesures transitoires

KLESIA SA n'est pas concernée par l'application d'éventuelles mesures transitoires.

D.3 Autres passifs

Le tableau ci-dessous synthétise la valeur des autres passifs détenus par KLESIA SA au 31.12.2023 :

Autres passifs (M€)	Valeur Solvabilité 2	Valeur Comptes sociaux
Provisions autres que les provisions techniques	0,0	0,0
Dettes pour dépôts espèces des réassureurs	0,0	0,0
Dettes envers les établissements de crédit	0,0	0,0
Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit	0,0	0,0
Dettes nées d'opérations d'assurance	0,0	0,0
Dettes nées d'opérations de réassurance	7,8	0,0
Autres dettes (non liées aux opérations d'assurance)	2,0	2,0
Dettes subordonnées	0,0	0,0
Total	9,8	2,0

Les autres passifs de KLESIA SA sont inscrits au bilan prudentiel pour leur valeur comptable en application du paragraphe 4 de l'article 9 du Règlement Délégué 2015/35.

D.4 Méthodes alternatives

KLESIA SA n'utilise pas de méthodes alternatives.

E Gestion du capital

E.1 Fonds propres

E.1.1 Organisation de la gestion du capital du Groupe KLESIA

Gouvernance

Le processus de gouvernance des fonds propres de KLESIA SA est précisé dans la « Politique de gestion du Capital », et s'articule en trois principaux points :

Etape	Description
Publication des ratios et éléments de couverture	- Détermination des ratios de couverture Solvabilité 2 des entités d'assurance du Groupe - Définition des éléments de fonds propres éligibles, en lien avec les projections réalisées dans le cadre de l'ORSA
Instances et décisions	- Détermination des besoins en fonds propres au niveau du Groupe afin d'atteindre les objectifs de couverture - Elaboration si besoin d'un plan de résolution, présenté au Conseil de Surveillance
Mise en œuvre	Mise en place et application du plan de résolution permettant d'atteindre les objectifs fixés

Politique de gestion des fonds propres

Principe de la gestion du capital

La gestion des fonds propres est effectuée en adéquation avec les différentes politiques propres au Groupe KLESIA, notamment avec la politique de gestion des risques ainsi que la politique de placement et valorisation, tout en s'alignant avec l'appétence au risque.

Dans ce cadre, la principale métrique à optimiser est celle du ratio de couverture du capital réglementaire.

La gestion du capital du Groupe repose alors sur les piliers suivants :

- Adéquation aux différentes politiques ;
- Respect des contraintes induites par Solvabilité 2 et Solvabilité 1.

L'appétence aux risques est de 110% pour KLESIA SA en respectant les limites d'éligibilité des fonds propres. Cet objectif impose une gestion anticipée des besoins en fonds propres et des risques de déviation du ratio de couverture qui repose sur l'utilisation des projections faites dans l'ORSA (cf. Rapport ORSA de l'entité), sur la politique d'appétence au risque propre à chaque entité, sur les sensibilités du modèle ainsi que sur les estimations d'atterrissage.

Gestion du besoin en fonds propres

Dans l'hypothèse où KLESIA SA nécessiterait un renforcement de ses fonds propres, KLESIA SA pourrait se tourner vers ses actionnaires, afin d'envisager tout mécanisme lui permettant d'atteindre un montant de fonds propres suffisant pour la couverture de son capital réglementaire.

E.1.2 Descriptif des caractéristiques majeures des fonds propres détenus

La détermination des fonds propres de base prudentiels est effectuée à partir des fonds propres statutaires, qui sont composés des fonds d'établissement, des réserves et du résultat de l'exercice. A ces instruments de fonds propres vient s'ajouter l'écart de valorisation entre l'actif net du bilan S2 et du bilan S1.

Classification par niveau d'éligibilité et disponibilité

Le niveau des fonds propres est déterminé à partir des critères suivants :

- **Niveau 1** : Eléments totalement disponibles et non subordonnés ;
- **Niveau 1 Restreint** : Prêts subordonnés sans échéance de remboursement initiale et dont le premier remboursement est à plus de 5 ans par rapport à la date d'émission ;
- **Niveau 2** : Eléments disponibles sous conditions en cas de liquidation, ou éléments à durée déterminée suffisante : échéance de remboursement initiale supérieure à 10 ans
- **Niveau 3** : Tous les éléments qui ne respectent pas les conditions précédentes

Suivant ces critères, les fonds propres Solvabilité 2 de KLESIA SA ont été classés :

- En niveau 1 : le fonds initial et la réserve de réconciliation

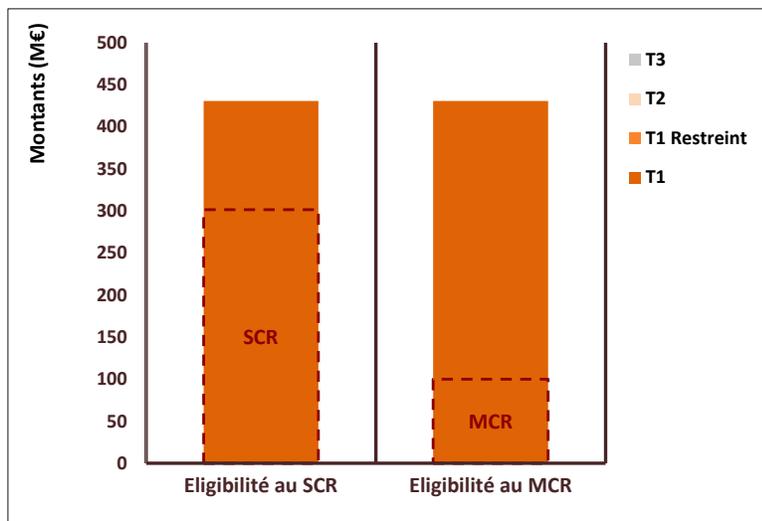
Les fonds propres en normes prudentielles de KLESIA SA sont donnés dans le tableau ci-dessous ; pour l'exercice précédent et l'exercice de référence :

Éléments de fonds propres (M€)	2022	2023	Evolution 2023 vs 2022
Fonds d'établissement constitué	368,0	368,0	0,0
Réserve de réconciliation	81,6	62,6	-19,0
Dettes subordonnées	0,0	0,0	0,0
Position nette d'impôts différés d'Actifs	0,0	0,0	0,0
Total fonds propre disponibles	449,6	430,6	-19,0
- Dont tiers 1	449,6	430,6	-19,0
- Dont tiers 2	0,0	0,0	0,0
- Dont tiers 3	0,0	0,0	0,0

Respect des seuils réglementaires :

Le détail de la répartition des fonds propres totaux éligibles de KLESIA SA est présenté ci-dessous :

Données en M€		Montant du SCR	301,4	Montant du MCR	100,0
Type de fonds propres		Couverture du SCR		Couverture du MCR	
Niveau		Montant	Ratio	Montant	Ratio
Niveau 1	Non Restreint	430,6		430,6	
	Restreint	0,0		0,0	
Niveau 2		0,0		0,0	
Niveau 3		0,0		0,0	
TOTAL		430,6	143%	430,6	430%

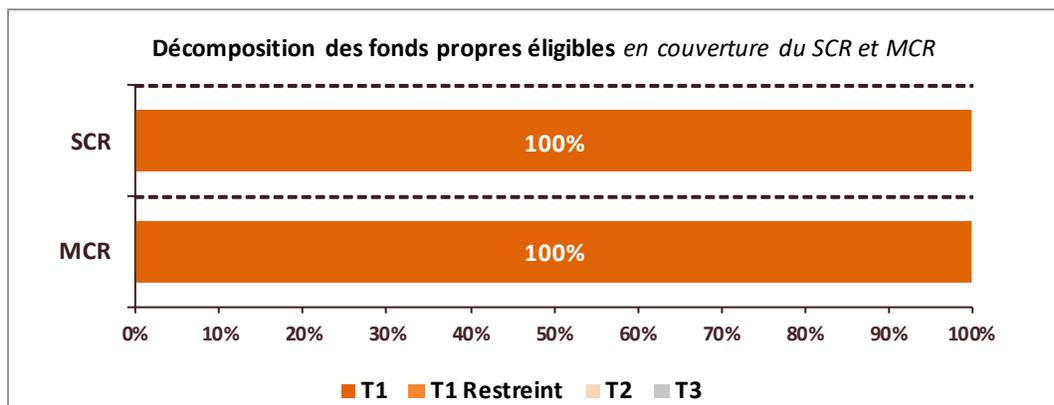


En synthèse, KLESIA SA couvre les seuils de capital requis avec ses fonds propres pruden­tiels :

- **Couverture du SCR** : 143%.
- **Couverture du MCR** : 430%.

Le ratio de couverture du SCR, calculé avec la courbe EIOPA sans Volatility Adjustment s'élève à 135%.

La décomposition des fonds propres éligibles en couverture du SCR et MCR est présentée ci-dessous :



Déduction à opérer en normes Solvabilité 2

Il n'y a pas de déductions opérées dans les fonds propres pruden­tiels de KLESIA SA.

E.1.3 Différences importantes avec les états financiers statutaires

La différence de valorisation des fonds propres prudentiels par rapport aux fonds propres statutaires s'explique par le fait qu'en normes Solvabilité 2 certains éléments complémentaires sont ajoutés au montant total de fonds propres :

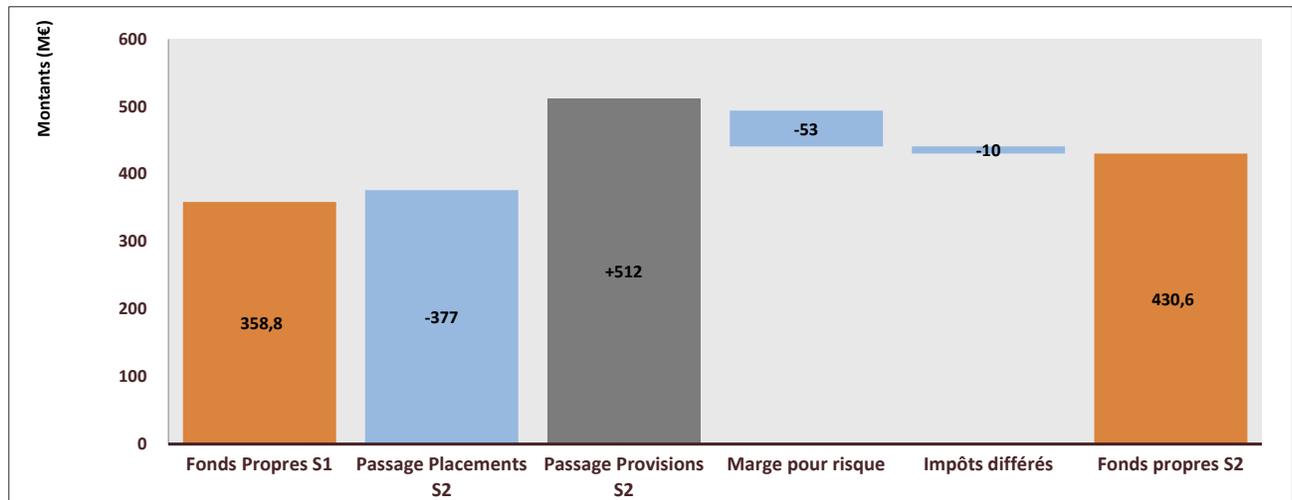
Décomposition des fonds propres			Valorisation (M€)
Fonds propres en normes S2	Fonds propres en normes sociales	Fonds d'établissement constitué	368,0
		Réserve de capitalisation	0,0
		Autres réserves	-9,9
		Résultat de l'exercice	0,7
		Sous total	358,8
	Éléments de propres spécifiques en S2	Ecart Actif net S2 - S1 (hors IDA)	71,8
		Dettes subordonnées	0,0
		Impôts différés actifs	0,0
		Sous total	71,8
	Total Général		

La classification des instruments de fonds propres en normes Solvabilité 2 diffère également de celle imposée en normes sociales, principalement au niveau de la réserve de réconciliation, qui est composée de :

- La réserve de capitalisation : intégrée en totalité en réserve de réconciliation ;
- Des autres réserves ;
- Du résultat de l'exercice ;
- De l'écart de valorisation de l'actif Net S2 - S1.

L'écart entre les fonds propres des comptes sociaux et les fonds propres prudentiels s'élève à +71,8 M€. Cet écart provient essentiellement des plus-values ou moins-values latentes à l'actif et de la réévaluation des provisions.

Le graphe ci-dessous présente le passage des fonds propres S1 aux fonds propres S2 :



E.1.4 Informations sur les effets des mesures transitoires

Mesure transitoire sur les fonds propres

KLESIA SA n'a pas recours à la mesure transitoire fonds propres.

Demands d'autorisations

KLESIA SA n'a adressé aucune demande d'autorisation pour l'exercice 2023.

E.2 Exigences réglementaires en capital

E.2.1 Evaluation du capital de solvabilité requis (SCR)

Méthodologie

SCR de Souscription

Le SCR brut d'absorption a été calculé en tenant compte de l'atténuation des chocs par les provisions d'égalisation (PE) contractuelles prévoyance/décès. Le SCR net est calculé après absorption des chocs par les autres provisions techniques (FDB).

Afin de calculer le SCR brut après atténuation des chocs par les PE, une segmentation a été définie permettant de distinguer 8 Groupes de contrats avec PE Prévoyance. La mesure de l'absorption est réalisée à l'aide de la méthode suivante :

- Le SCR de souscription a été calculé pour chaque groupe homogène X. Les montants ainsi obtenus sont ensuite agrégés à l'aide des matrices de corrélation pour obtenir le BSCR (hors SCR marché, opérationnel, défaut) de chaque groupe de contrat. Il a été, ensuite, comparé avec le montant de PE disponible, pour définir un facteur d'atténuation :
- Afin d'obtenir les SCR bruts par risque de souscription Vie et Santé similaire à la Vie, ce facteur a été appliqué à chaque risque.

Ce facteur d'atténuation n'est pas appliqué dans le cas des risques de frais, car le mécanisme de calcul de la PE n'intègre pas la notion de frais réels (il s'agit d'un taux de frais défini contractuellement).

Cette méthodologie est appliquée de façon identique pour le SCR de Souscription Vie et Santé similaire à la vie (KLESIA SA n'est pas concernée par le SCR de Souscription Non-Vie).

Concernant le SCR de Souscription Santé NSLT, il est calculé sans tenir compte des effets de la PE dans un premier temps. Dans un second temps, à l'image de ce qui a été fait pour la PE Prévoyance, le SCR est comparé à la PE afin d'obtenir un facteur d'atténuation. Ce facteur d'atténuation est appliqué aux volumes de primes et de réserves puis le SCR est recalculé avec ces volumes, en tenant compte des effets atténuateurs de chocs de la PE Santé.

SCR de Marché

Le SCR de marché est calculé conformément aux textes du Règlement Délégué. Les fonds dédiés sont systématiquement analysés en transparence et dans la limite de 20% de l'actif global, les fonds ouverts font l'objet de mesures de simplification :

- Les fonds ouverts sont scindés en actifs représentant différents risques financiers et correspondant à la répartition du benchmark décrit dans la notice du fonds ;
- Les fonds ouverts de taux, monétaires ou obligataires, sont considérés comme des créances de rating et de duration tels que définis dans la notice du fonds.

SCR de contrepartie

Le risque de contrepartie de KLESIA SA correspond à un choc de contrepartie fixé à 49%, appliqué à la rémunération des créances des entités cédantes.

SCR Opérationnel

Le SCR opérationnel est calculé conformément à la Formule Standard.

SCR de cessation

Compte tenu de son impact non significatif (<0,01%) sur le ratio de solvabilité de KSA il n'est calculé de SCR de cessation.

Ajustement sur le SCR

Plusieurs facteurs d'atténuation peuvent venir réduire les SCR :

- L'absorption par les provisions techniques : la participation aux bénéfices est discrétionnaire, KLESIA SA n'est pas concernée.
- L'absorption par les impôts différés : le calcul des impôts différés amène à intégrer au bilan des impôts différés d'actifs. Par conséquent, il n'y a pas d'ajustement du SCR par les impôts différés.

E.2.2 *Evaluation du minimum de solvabilité requis (MCR)*

Le MCR (Minimum Capital Requirement) correspond au montant de fonds propres de base éligibles, en deçà duquel, les preneurs et les bénéficiaires seraient exposés à un niveau de risque inacceptable si l'entreprise d'assurance concernée était autorisée à poursuivre son activité.

Le calcul du MCR a été réalisé en utilisant l'approche linéaire combinée avec un plancher de 25% et un plafond de 45% du SCR, conformément aux spécifications techniques. Le plancher absolu du MCR pour KLESIA SA s'élève à 6,7 M€.

Le MCR calculé est de 100,0 M€.

MCR - information de base	Capital requis (en M€)
Minimum de Capital Requis linéaire	100,0
Capital de solvabilité requis	301,4
Plafond de Minimum de Capital Requis	135,6
Plancher de Minimum de Capital Requis	75,4
Minimum de Capital Requis combiné	100,0
Plancher absolu du Minimum de Capital Requis	6,7
Minimum de Capital Requis	100,0

E.3 Risque action fondé sur la durée

KLESIA SA n'est pas concernée par cette sous-section du SFCR.

E.4 Différence Formule Standard / Modèle Interne

KLESIA SA n'est pas concernée par cette sous-section du SFCR.

E.5 Non-respect des exigences dans l'évaluation du MCR / SCR

Scénario central

Dans le cas du scénario central, les ratios de couverture du SCR et du MCR sur l'horizon du PPA sont, à ce stade, supérieurs au cadre d'appétence et aux exigences réglementaires.

Les évolutions relatives au scénario central seront explicitées dans le rapport ORSA.

Annexes : QRT

S.02.01 – Bilan

Données en K€

Actif	Valeur Solvabilité 2
Écarts d'acquisitions	
Frais d'acquisition reportés	
Actifs incorporels	
Impôts différés actifs	
Excédent de régime de retraite	
Immobilisations corporelles pour usage propre	
Placements (hors représentation de contrats en UC / indexés)	319 789
Immobilier (autre que pour usage propre)	
Participations	92
Actions	
Actions cotées	
Actions non cotées	
Obligations	276 821
Obligations souveraines	108 338
Obligation d'entreprises	168 483
Obligations structurées	
Titres garantis	
Fonds d'investissement	42 876
Produits dérivés	
Dépôts autres que ceux assimilables à de la trésorerie	
Autres placements	
Placements en représentation de contrats en UC ou indexés	
Prêts et prêts hypothécaires	
Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers	
Autres prêts et prêts hypothécaires	
Avances sur polices	
Provisions techniques cédées	-475
Non vie et santé similaire à la non-vie	
Non vie hors santé	
Santé similaire à la non vie	
Vie et santé similaire à la vie, hors UC ou indexés	-475
Santé similaire à la vie	
Vie hors santé, UC ou indexés	-475
UC ou indexés	
Dépôts auprès des cédantes	1 067 782
Créances nées d'opérations d'assurance	
Créances nées d'opérations de réassurance	
Autres créances (hors assurance)	6 536
Actions auto-détenues	
Instruments de fonds propres appelés et non payés	
Trésorerie et équivalent trésorerie	286
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	0
Total de l'actif	1 393 918

Données en K€

Passif	Valeur Solvabilité 2
Provisions techniques non-vie	260 456
Provisions techniques non-vie (hors sante)	
Provisions techniques calculées comme un tout	
Meilleure estimation	
Marge de risque	
Provisions techniques sante (non-vie)	260 456
Provisions techniques calculées comme un tout	
Meilleure estimation	219 555
Marge de risque	40 900
Provisions techniques vie (hors UC ou indexes)	682 628
Provisions techniques sante (vie)	417 275
Provisions techniques calculées comme un tout	
Meilleure estimation	414 787
Marge de risque	2 487
Provisions techniques vie (hors sante,UC ou indexes)	265 353
Provisions techniques calculées comme un tout	
Meilleure estimation	255 664
Marge de risque	9 689
Provisions techniques UC ou indexés	
Provisions techniques calculees comme un tout	
Meilleure estimation	
Marge de risque	
Autres provisions techniques	
Passifs eventuels	
Provisions autres que les provisions techniques	
Provision pour retraite et autres avantages	
Dettes pour depots especes des reassureurs	
Impots differes passifs	10 490
Produits derives	
Dettes envers les etablissements de credit	
Dettes financieres autres que celles envers les etablissements de credit	
Dettes nees d operations d assurance	
Dettes nees d opérations de reassurance	7 762
Autres dettes (non liées aux operations d assurance)	1 999
Dettes subordonnees	
Dettes subordonnees exclues des fonds propres de base	
Dettes subordonnees incluses dans les fonds propres de base	
Autres dettes non mentionees dans les postes ci-dessus	-0
Total du passif	963 335
Total de l'actif net	430 583

S.05.01 – Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité

Données en K€

	Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	Total
Primes émises			
Brut – assurance directe			
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	489 410	247 328	736 739
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée			
Part des réassureurs			
Net	489 410	247 328	736 739
Primes acquises			
Brut – assurance directe			
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	489 410	247 328	736 739
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée			
Part des réassureurs			
Net	489 410	247 328	736 739
Charge des sinistres			
Brut – assurance directe			
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	427 964	91 724	519 688
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée			
Part des réassureurs			
Net	427 964	91 724	519 688
Total des dépenses			99 792

Données en K€

	Assurance avec participation aux bénéfices	Autres assurances vie	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	Réassurance maladie	Réassurance vie	Total
Primes émises						
Brut				10 909	122 371	133 280
Part des réassureurs		492				492
Net		-492		10 909	122 371	132 788
Primes acquises						
Brut				10 909	122 371	133 280
Part des réassureurs		492				492
Net		-492		10 909	122 371	132 788
Charge des sinistres						
Brut				115 380	77 444	192 824
Part des réassureurs						
Net				115 380	77 444	192 824
Total des dépenses						49 237

S.12.01 – Provisions techniques vie et santé SLT

Données en K€

	Autres assurances vie		Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liés aux engagements d'assurance autres que les engagements d'assurance	Réassurance acceptée				Total (vie hors santé, y compris UC)	Assurance santé (assurance directe)		Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liés aux engagements d'assurance santé	Réassurance santé (réassurance acceptée)	Total (santé similaire à la vie)
	Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties		Assurance avec participation aux bénéfices	Assurance indexée et en unités de compte	Autres assurances vie	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie acceptés et liés aux		Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties			
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque													
Meilleure estimation													
Meilleure estimation brute				255 664		255 664		255 664				414 787	414 787
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, avant l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie				-475				-475					
Montants recouvrables au titre de la réassurance (hors véhicules de titrisation et réassurance finie) avant ajustement pour pertes probables				-475				-475					
Montants recouvrables au titre des véhicules de titrisation avant ajustement pour pertes probables													
Montants recouvrables au titre de la réassurance finie avant ajustement pour pertes probables													
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie				-475		-475		-475					
Meilleure estimation nette des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie				256 139				256 139				414 787	414 787
Marge de risque						9 689		9 689				2 487	2 487
Provisions techniques - Total				265 353				265 353				417 275	417 275
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPFP)				48 004				48 004					

S.17.01 – Provisions techniques non-vie

Données en K€

	Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée		Total Non-Life obligation
	Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque			
Meilleure estimation			
Provisions pour primes			
Brut - total	-185 828	-83 386	-269 214
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, avant l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie			
Montants recouvrables au titre de la réassurance (hors véhicules de titrisation et réassurance finite) avant ajustement pour pertes probables			
Montants recouvrables au titre des véhicules de titrisation avant ajustement pour pertes probables			
Montants recouvrables au titre de la réassurance finite avant ajustement pour pertes probables			
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie			
Meilleure estimation nette des provisions pour primes	-185 828	-83 386	-269 214
Provisions pour sinistres			
Brut - total	159 682	329 087	488 769
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, avant l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie			
Montants recouvrables au titre de la réassurance (hors véhicules de titrisation et réassurance finite) avant ajustement pour pertes probables			
Montants recouvrables au titre des véhicules de titrisation avant ajustement pour pertes probables			
Montants recouvrables au titre de la réassurance finite avant ajustement pour pertes probables			
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie			
Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres	159 682	329 087	488 769
Total meilleure estimation - brut	-26 146	245 701	219 555
Total meilleure estimation - net	-26 146	245 701	219 555
Marge de risque	16 685	24 215	40 900
Provisions techniques - total			
Provisions techniques - total	-9 460	269 916	260 456
Montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie - total			
Provisions techniques nettes des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite	-9 460	269 916	260 456
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP)	5 444	2 459	7 903

S.19.01 – Sinistres en non-vie

Assurance des frais médicaux

Sinistres payés bruts non cumulés (valeur absolue en K€)

	Année de développement															Pour l'année en cours	Somme des années (cumulés)		
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14			15 et +	
Précédentes																			
N14																		51	177
N13																		36	-22 298
N12																		77	-1 019
N11																		86	-619
N10																		143	962
N9																		-1 023	-2 377
N8																		-16	12
N7																		-34	-3 438
N6																		-1	-1 039
N5																		728	-1 652
N4																		491	-11 851
N3																		589	333 259
N2																		33 778	375 029
N1																		117 018	329 065
N																		302 770	302 770
Total																		454 696	1 296 981

Meilleure estimation provisions pour sinistres brutes non actualisées (valeur absolue en K€)

	Année de développement															Fin d'année (données actualisées)			
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14		15 et +		
Précédentes																			1 214
N14																			333
N13																			283
N12																			353
N11																			470
N10																			1 082
N9																			808
N8																			1 879
N7																			4 720
N6																			-291
N5																			5 800
N4																			1 192
N3																			4 796
N2																			8 968
N1																			76 827
N																			95 320
Total																			159 682

Sinistres déclarés mais non réglés bruts (RBNS) (valeur absolue en K€)

	Année de développement															Fin d'année (données actualisées)			
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14		15 et +		
Précédentes																			312
N14																			85
N13																			71
N12																			88
N11																			118
N10																			100
N9																			146
N8																			134
N7																			113
N6																			118
N5																			3
N4																			0
N3																			23
N2																			11
N1																			6
N																			1
Total																			1 313

Sinistres payés nets non cumulés (valeur absolue en K€)

	Année de développement															Pour l'année en cours	Somme des années cumulés		
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14			15 et +	
Précédentes																			
N-14																			51
N-13																			177
N-12																			51
N-11																			177
N-10																			51
N-9																			177
N-8																			51
N-7																			177
N-6																			51
N-5																			177
N-4																			51
N-3																			177
N-2																			51
N-1																			177
N																			51
Total																			177

Meilleure estimation provisions pour sinistres nettes non actualisées (valeur absolue en K€)

	Année de développement															Fin d'année (Données actualisées)			
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14		15 et +		
Précédentes																			1 214
N-14																			1 311
N-13																			359
N-12																			304
N-11																			380
N-10																			510
N-9																			1 089
N-8																			845
N-7																			1 883
N-6																			210
N-5																			5 384
N-4																			1 221
N-3																			4 778
N-2																			8 807
N-1																			40 982
N																			159 682
Total																			159 682

Sinistres RBNS nets (valeur absolue en K€)

	Année de développement															Fin d'année (Données actualisées)			
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14		15 et +		
Précédentes																			-312
N-14																			-85
N-13																			-71
N-12																			-88
N-11																			-118
N-10																			-100
N-9																			-146
N-8																			-134
N-7																			-113
N-6																			-118
N-5																			-3
N-4																			0
N-3																			-23
N-2																			-
N-1																			-1
N																			-1
Total																			-1 313

Assurance de protection du revenu

Sinistres payés bruts non cumulés (valeur absolue en K€)

	Année de développement															Pour l'année en cours	Somme des années (cumulés)	
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14			15 et +
Précédentes																		
N-14												452	455	344	165		165	1 416
N-13											513	515	401	192		192	1 621	
N-12										578	570	381	182		182	1 711		
N-11									627	714	245	370		370	1 957			
N-10								501	775	410	242		242	1 928				
N-9							700	789	457	-109		-109	1 836					
N-8						661	950	646	306		306	2 564						
N-7					774	1 116	488	313		313	2 691							
N-6				-1 139	992	517	239		239	608								
N-5			-7 067	2 672	-1 843	-697		-697	-697	-697	-697							
N-4		-16 835	6 395	1 953	-1 619			-1 619	-1 619	-1 619	-1 619							
N-3		-28 899	16 342	3 038	283			283	283	283	-9 236							
N-2		11 080	17 397	5 799				5 799	5 799	5 799	34 276							
N-1		15 820	16 616					16 616	16 616	16 616	32 436							
N		19 543						19 543	19 543	19 543	19 543							
Total																41 825	76 312	

Meilleure estimation provisions pour sinistres brutes non actualisées (valeur absolue en K€)

	Année de développement															Fin d'année (données actualisées)
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	
Précédentes																62
N-14														14 766	16	79
N-13													14 766		20	
N-12												14 766				
N-11											14 766					
N-10										14 766						
N-9									14 766							
N-8								14 766								
N-7							14 766	18								
N-6						1 285	14 766									
N-5					25 377	1 089	14 766	3								
N-4				71 221	33 459	16 124	896									
N-3			70 834	66 702	47 959	3 392										
N-2		78 162	98 559	59 619												
N-1		101 567	149 484													
N		198 870														
Total																329 087

Sinistres déclarés mais non réglés bruts (RBNS) (valeur absolue en K€)

	Année de développement															Fin d'année (données actualisées)
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	
Précédentes																718
N-14													-20	-373	86	86
N-13												-562	-406	170	170	
N-12											-190	-65	589	589		
N-11										3 225	113	608	608			
N-10									-2	-2 224	754	754				
N-9								698	-371	2 486	2 486					
N-8							2 346	713	953	953						
N-7						1 174	189	2 135	2 135							
N-6					2 910	232	920	920								
N-5				24 272	-961	1 567	1 567	1 567								
N-4			3	86 099	8 200	5 840	5 840	5 840								
N-3		12	97 133	45 489	19 567			19 567								
N-2		80 383	91 934	65 909				65 909								
N-1		86 613	111 306					111 306								
N		97 453						97 453								
Total																311 061

Sinistres payés nets non cumulés (valeur absolue en K€)

	Année de développement															Pour l'année en cours	Somme des années cumulés		
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14			15 et +	
Précédentes																			
N-14													452	455	344	165		165	1 416
N-13											513	515	401	192				192	1 621
N-12										578	570	381	182					182	1 711
N-11									627	714	245	370						370	1 957
N-10								501										242	1 928
N-9							700	788	457	-109								-109	1 836
N-8						661	950	646	306									306	2 564
N-7					774	1 116	488	313										313	2 691
N-6				-1 139	992	517	239											239	608
N-5			-7 067	2 672	-1 843	-697												-697	-6 934
N-4		-16 835	6 395	1 953	-1 619													-1 619	-10 104
N-3	-28 899	16 342	3 038	283														283	-9 236
N-2	11 080	17 397	5 799															5 799	34 276
N-1	15 820	16 616																16 616	32 436
N	19 543																	19 543	19 543
Total																		41 825	76 312

Meilleure estimation provisions pour sinistres nettes non actualisées (valeur absolue en K€)

	Année de développement															Fin d'année (Données actualisées)			
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14		15 et +		
Précédentes																			62
N-14														14 766	16				79
N-13														14 766					20
N-12														14 766					
N-11														14 766					
N-10										14 766									
N-9										14 766									
N-8										14 766									
N-7										14 766	16								14
N-6						1 285				14 766									
N-5					25 377	1 089	14 766	3											3
N-4					71 221	33 459	16 124	896											1 005
N-3					70 834	66 702	47 959	3 392											3 551
N-2					78 162	98 559	59 618												57 222
N-1					101 567	149 484													126 759
N					198 870														126 759
Total																			329 087

Sinistres RBNS nets (valeur absolue en K€)

	Année de développement															Fin d'année (Données actualisées)			
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14		15 et +		
Précédentes																			-718
N-14														20	373	-86			-86
N-13														562	406	-170			-170
N-12														190	65	-589			-589
N-11														-3 225	-113	-608			-608
N-10														2	2 224	-754			-754
N-9														-698	371	-2 486			-2 486
N-8														-2 346	713	-953			-953
N-7														-1 174	-189	-2 135			-2 135
N-6														-2 910	-232	-920			-920
N-5														-24 272	961	-1 567			-1 567
N-4														-3	-86 099	-8 200	-5 840		-5 840
N-3														-12	-97 133	-45 489	-19 567		-19 567
N-2														-80 383	-91 934	-65 909			-65 909
N-1														-86 613	-111 306				-111 306
N														-97 453					-97 453
Total																			-311 061

S.22.01 – Impact des mesures relatives aux garanties de long terme et des mesures transitoires

Données en K€

	Impact de toutes les mesures relatives aux garanties de long terme et de toutes les mesures transitoires (approche par étapes)									
	Montant avec mesures relatives aux garanties de long terme et mesures transitoires	Sans la mesure transitoire portant sur les provisions techniques	Impact des mesures transitoires sur les provisions techniques	Sans la mesure transitoire portant sur les taux d'intérêt	Impact des mesures transitoires sur les taux d'intérêt	Sans la correction pour volatilité et sans autres mesures transitoires	Impact d'une correction pour volatilité fixée à zéro	Sans l'ajustement égalisateur et sans aucune des autres mesures	Impact d'un ajustement égalisateur fixé à zéro	Impact de toutes les mesures relatives aux garanties de long terme et de toutes les mesures transitoires
Provisions techniques	943 084	943 084	0	943 084	0	960 451	17 368	960 451	0	17 368
Fonds propres de base	430 583	430 583	0	430 583	0	417 701	-12 882	417 701	0	-12 882
Excédent d'actif sur passif	430 583	430 583	0	430 583	0	417 701	-12 882	417 701	0	-12 882
Fonds propres restreints en raison du cantonnement et du portefeuille sous ajustement égalisateur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds propres éligibles pour couvrir le SCR	430 583	430 583	0	430 583	0	417 701	-12 882	417 701	0	-12 882
Niveau 1	430 583	430 583	0	430 583	0	417 701	-12 882	417 701	0	-12 882
Niveau 2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Niveau 3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Capital de solvabilité requis	301 412	301 412	0	301 412	0	308 477	7 065	308 477	0	7 065
Fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	430 583	430 583	0	430 583	0	417 701	-12 882	417 701	0	-12 882
Minimum de capital requis	100 047	100 047	0	100 047	0	101 048	1 001	101 048	0	1 001
Ratio - Capital de solvabilité requis	142,9%	142,9%	0,0%	142,9%	0,0%	135,4%	0,0%	135,4%	0,0%	0,0%
Ratio - Minimum de capital requis	430,4%	430,4%	0,0%	430,4%	0,0%	413,4%	0,0%	413,4%	0,0%	0,0%

S.23.01 – Fonds propres

Données en K€

Fonds propres de base avant déduction pour participations dans d'autres secteurs financiers, comme prévu à l'article 68 du règlement délégué 2015/35	Total	Niveau 1 - non restreint	Niveau 1 - restreint	Niveau 2	Niveau 3
Actions ordinaires (y compris actions propres détenues)					
Primes d'émission liées aux actions ordinaires					
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalent pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	368 000	368 000			
Comptes mutualistes subordonnés					
Fonds excédentaires					
Actions de préférence					
Compte de primes d'émission lié aux actions de préférence					
Réserve de réconciliation	62 583	62 583			
Passifs subordonnés					
Montant égal à la position nette d'impôts différés actifs					
Autres éléments de fonds propres approuvés par l'autorité de contrôle en tant que fonds propres de base non spécifiés supra					
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II					
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II					
Déductions					
Déductions pour participations dans des établissements de crédit et des établissements financiers					
	Total	Niveau 1 - non restreint	Niveau 1 - restreint	Niveau 2	Niveau 3
Fonds propres éligibles et disponibles	430 583	430 583			
	Total	Niveau 1 - non restreint	Niveau 1 - restreint	Niveau 2	Niveau 3
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	430 583	430 583			
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le minimum de capital requis	430 583	430 583			
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	430 583	430 583			
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	430 583	430 583			
	Total				
Capital de solvabilité requis	301 412				
Minimum de capital requis	100 047				
Ratio fonds propres éligibles sur capital de solvabilité requis	143%				
Ratio fonds propres éligibles sur minimum de capital requis	430%				
Réserve de réconciliation					
Excédent d'actif sur passif	430 583				
Actions propres (détenues directement et indirectement)					
Dividendes, distributions et charges prévisibles					
Autres éléments de fonds propres de base	368 000				
Ajustement pour les éléments de fonds propres restreints relatifs aux portefeuilles sous ajustement égalisateur et aux fonds cantonnés					
Réserve de réconciliation	62 583				
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) - activités vie	48 004				
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) - activités non-vie	7 903				
Total bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP)	55 907				

S.25.01 – Capital de solvabilité requis – pour les entreprises qui utilisent la formule standard

Données en K€

	Capital de solvabilité requis net	Capital de solvabilité requis brut
Risque de marché	70 150	70 150
Risque de défaut de la contrepartie	12 482	12 482
Risque de souscription en vie	56 013	56 013
Risque de souscription en santé	233 195	233 195
Risque de souscription en non-vie		
Diversification	-86 337	-86 337
Risque lié aux immobilisations incorporelles		
Capital de solvabilité requis de base	285 503	285 503

Calcul du capital de solvabilité requis	
Ajustement du fait de l'agrégation des nSCR des FC/PAE	
Risque opérationnel	26 399
Capacité d'absorption des pertes des provisions techniques	
Capacité d'absorption de pertes des impôts différés	-10 490
Capital requis pour les activités exercées conformément à l'article 4 de la directive 2003/41/CE	
Capital de solvabilité requis à l'exclusion des exigences de capital supplémentaire	301 412
Exigences de capital supplémentaire déjà définies	
Capital de solvabilité requis	301 412
Autres informations sur le SCR	
Capital requis pour le sous-module risque sur actions fondé sur la durée	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour la part restante	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les fonds cantonnés	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les portefeuilles sous ajustement égalisateur	
Effets de diversification dus à l'agrégation des nSCR des FC selon l'article 304	
Méthode utilisée pour calculer l'ajustement dû à l'agrégation des nSCR des FC/PAE	No adjustment
Prestations discrétionnaires futures nettes	

S.28.01 – Minimum de capital requis (MCR)

Données en K€

		Résultat MCRNL	
Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance non-vie		60 207	
Calcul du MCR non-vie			
		Activité en non-vie	
		Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation)	Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance)
Assurance frais médicaux et réassurance proportionnelle y afférente			314 159
Assurance de protection du revenu, y compris réassurance proportionnelle y afférente	245 701		155 938
Assurance indemnisation des travailleurs et réassurance proportionnelle y afférente			
Assurance de responsabilité civile automobile et réassurance proportionnelle y afférente			
Autre assurance des véhicules à moteur et réassurance proportionnelle y afférente			
Assurance maritime, aérienne et transport et réassurance proportionnelle y afférente			
Assurance incendie et autres dommages aux biens et réassurance proportionnelle y afférente			
Assurance de responsabilité civile générale et réassurance proportionnelle y afférente			
Assurance crédit et cautionnement et réassurance proportionnelle y afférente			
Assurance de protection juridique et réassurance proportionnelle y afférente			
Assurance assistance et réassurance proportionnelle y afférente			
Assurance pertes pécuniaires diverses et réassurance proportionnelle y afférente			
Réassurance santé non proportionnelle			
Réassurance accidents non proportionnelle			
Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle			
Réassurance dommages non proportionnelle			

		Résultat MCRL	
Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance vie		39 840	
Calcul du MCR vie			
		Activité en vie	
		Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation)	Montant total du capital sous risque net (de la réassurance/ des véhicules de titrisation)
Engagements avec participation aux bénéfices - Prestations garanties			
Engagements avec participation aux bénéfices - Prestations discrétionnaires futures			
Engagements d'assurance avec prestations indexées et en unités de compte			
Autres engagements de (ré)assurance vie et de (ré)assurance santé	670 926		
Montant total du capital sous risque pour tous les engagements de (ré)assurance vie			36 786 878

Calcul du MCR global	
MCR linéaire	100 047
Capital de solvabilité requis	301 412
Plafond du MCR	135 636
Plancher du MCR	75 353
MCR combiné	
Seuil plancher absolu du MCR	6 700
Minimum de capital requis	100 047